

GALA DE SOUTIEN A RADIO LIBERTAIRE

LUNDI 28 JUIN — 20 h (précises) — BOBINO

T2137-449-6,00 F

le monde
libertaire



ISSN 0026-9433

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N° 449 JEUDI 17 JUIN 1982 6,00 F

Liban



AVP

LA CURÉE

F° P 2520

Liste et permanences des groupes FA

PROVINCE

AINSE : ANIZY-LE-CHATEAU
 ALLIER : MOULIN - YZEURE
 ALPES-MARITIMES : GROUPE DÉPARTEMENTAL NICE - CANNES
 ARDÈCHE : AUBENAS
 AUDE : NARBONNE
 B.-D.-R. : MARSEILLE - BOUC-BEL-AIR - GARDONNE
 CALVADOS : CAEN
 CHARENTES-MARITIMES : MARENNES - ROCHEFORT
 CÔTE-D'OR : DIJON
 DOUBS : BESANCON
 EURE : EVREUX
 FINISTÈRE : BREST
 GIRONDE : BORDEAUX - CADILLAC
 HÉRAULT : BEZIERS
 ILE-ET-VILAINE : RENNES
 INDRE-ET-LOIRE : TOURS
 LOIRE : SAINT-ETIENNE
 MAINE-ET-LOIRE : ANGERS
 MANCHE : CHERBOURG
 MARNE : REIMS
 MORBIHAN : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 LOT-ET-GARONNE : AGEN
 SEINE-MARITIME : LE HAVRE - ROUEN
 LOIRE-ATLANTIQUE : GROUPE NANTAIS
 MOSELLE : METZ
 NORD : LILLE - VALENCIENNES
 OISE : CREIL - BEAUVAIS - PONT-SAINT-MAXENCE
 ORNE : FLERS - LA FERTE-MACÉ
 HAUTE-GARONNE : GROUPE RÉGION TOULOUSAIN
 RHÔNE : LYON
 PUY-DE-DÔME : CLERMONT-FERRAND
 SARTHE : LE MANS
 SOMME : AMIENS
 VAR : GROUPE DE TOULON « ACTION DIRECTE » - GROUPE DE LA RÉGION TOULONNAISE

LIAISONS

NORD : Laon, Noyon, Roye, Hénil-Beaumont, Avesnois, Saint-Quentin, Soissons.
 EST : Nancy, Vosges, Charleville, Bas-Rhin, Jura.
 ILE-DE-FRANCE : Meulan, Nord Seine-et-Marne, Maule.
 OUEST : Bégard, Quimper, Pont-Audener, Laval, Parthenay, Poitiers, Marennes-Oléron, Saintes, Nord Haute-Vienne, Châtelleraut, Angoulême.
 CENTRE : Blois, Châteaurox, Vendôme, Vierzon, Le Puy, Saumur, Corrèze, Chartres, Haute-Loire.
 SUD, SUD-OUEST : La Seyne-sur-Mer, Nice, Salons, Hyères, Aix-en-Provence, Le Caylar, Sète, Montpellier, Alès, Lot, Montauban, Périgueux, Antibes, Tournon, Gard.
 RHÔNE-ALPES : Valence, Thonon-les-Bains, Chambéry, Drôme, Grenoble.
 CORSE : Ajaccio, Corte.
 LA RÉUNION : liaison anarchiste.
 GUADELOUPE : Basse-Terre.

Groupe Michel Bakounine : permanence tous les vendredis de 20 h à 21 h, Maison des Syndicats, salle n° 2, 37, rue Pujos, 17300 Rochefort.

Groupe Région toulonnaise : le samedi de 15 h 30 à 18 h, au centre d'étude et de culture libertaire, cercle J. Rostand, rue Montébello, Toulon.

Groupe d'Evreux : permanence les derniers samedis de chaque mois, de 10 h 30 à 11 h 30, Maison des Associations, salle n° 3 (derrière la mairie d'Evreux), 27000 Evreux.

Groupe de Rennes : le mardi à partir de 20 h à la MJC La Paillette.
 Permanences FA d'Angers : tous les vendredis de 17 à 19 h, à la librairie La Tête en Bas, 17, rue des Poëliers à Angers.

Groupe de Marseille : le samedi de 14 à 17 h, 3 rue de la Fontaine de Caylus, 13002 Marseille.

Groupe du Havre, Jules Durand/L'entraide : Pour tout contact, écrire à ADIR, 1, rue de Neustrie, 76660 Le Havre.

Groupe du 11^e : permanence à Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris, tous les mardis de 10 à 15 h.

Groupe d'Amiens : permanence tous les mardis de 19 à 20 h, salle Dewailly, 80000 Amiens. Germinal c/o BP 7, 80330 Longueau.

Groupe Nestor Makhno de Saint-Etienne : tous les lundis à partir de 19 h 30, salle 15 bis CNT-LP, Bourse du Travail, cours Victor Hugo à Saint-Etienne.

Groupe « Soleil noir » de Cadillac : tous les samedis de 14 à 19 h, 26, rue de Branne à Cadillac (salle de l'ancien CES).

Groupe Eugène Varlin : petite salle du patronage laïc, 72, avenue Félix Faure, (15^e), métro bouicaut, tous les mercredis de 19 à 20 h.

Groupe « les temps nouveaux » de Brest : permanence le 3^e samedi du mois, de 10 h à 12 h, au Centre social de Pen Ar Creach, rue du professeur Chrétien.

Groupe Fresnes-Antony : le samedi de 10 à 19 h et le dimanche de 10 à 13 h, au 34, rue de Fresnes, 92160 Antony, tél. : 668.48.58.

Liaison Blois : permanences le jeudi de 18 à 22 h, 24, rue Jean de la Fontaine, apt 57, Blois - 74.26.02.

Groupe d'Anizy-le-Château : tous les samedis de 10 à 12 h à leur table de vente sur le marché de Saissons, et les lundis à partir de 20 h au local « Salle communautaire du Moulin de Paris », 02000 Merieux (tél. (23) 80.17.09).

Groupe Sébastien Faure de Bordeaux : le mercredi de 18 à 19 h et le samedi de 14 à 17 h, en son local, 7, rue du Muguet à Bordeaux.

Groupe Voline : 26, rue Piat, Paris 20^e. Permanences les 1^{er} et 3^e jeudis de chaque mois, de 19 à 20 h 30, et samedi sur rendez-vous.

Groupe Proudhon de Besançon : 77, rue Battant, les mercredis de 16 à 21 h et les samedis de 14 à 19 h.

Groupe d'Aubenas : de 9 h à 12 h, sur le marché d'Aubenas, le dernier samedi de chaque mois, au cours de la tenue de la table de presse.

Permanences FA et GAEL : le vendredi à 20 h 30, bat. 5, salle 3, Place Guillaud, à Caen. Un vendredi sur deux, table de presse au RU B, Campus.

Groupe Louise Michel : 10, rue Robert Planquette, 75018 Paris, métro Blanche ou Abbesses. Il tient des permanences chaque jeudi de 18 h 30 à 20 h.

Liaison Périgueux : permanences dans les locaux de l'UL CNT de Périgueux, les vendredis de 18 à 19 h et un samedi sur deux de 14 h à 15 h, au 13, rue Thiers. Contact avec la liaison Nontron possible à cette occasion.

Pour toute prise de contact avec les groupes de la FA, n'hésitez pas à écrire aux RI, ou bien venez à la PERMANENCE DES RELATIONS INTÉRIEURES, le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, Paris 11^e (M^o République) - tél. 805.34.08.

HAUTE-VIENNE : LIMOGES
 VIENNE : GROUPE DÉPARTEMENTAL
 YONNE : FÉDÉRATION DÉPARTEMENTALE
 BELGIQUE
 SUD-LUXEMBOURG

RÉGION PARISIENNE

PARIS : 11 groupes répartis dans les arrondissements suivants : 4^e, 5^e, 6^e, 10^e, 11^e, 13^e, 14^e, 15^e, 18^e, 19^e, 20^e.

BANLIEUE SUD

- FRESNES-ANTONY
 - ORSAY-BURES
 - RIS-ORANGIS
 - VILLEJUIF
 - MELUN-SÉNART

BANLIEUE EST

- GAGNY, NEUILLY-SUR-MARNE, CHELLES
 - MONTREUIL, ROSNY
 - BOBIGNY-DRANCY

BANLIEUE OUEST

- HOUILLES-SARTROUVILLE
 - VERSAILLES

BANLIEUE NORD

- VILLENEUVE-LA-GARENNE, ST-OUEN
 - DOMONT
 - ARGENTEUIL, COLOMBES
 - SEVRAN, BONDY
 - DEUIL-MONTMAGNY
 - STAINS-PIERREFITTE

LIAISONS

PROFESSIONNELLES

- LIAISON DES POSTIERS
 - LIAISON DES CHEMINOTS
 - CERCLE INTER-BANQUES
 - LIAISON ORTF
 - LIAISON INSTITUTS DE SONDAGES

FÊTE DU GROUPE D'AMIENS
26 et 27 juin, parc du château de Montières

COMMUNIQUÉS

• Le groupe Ellysée Reclus d'Angers assure des ventes du *Monde libertaire* ; le samedi à partir de 11 h place Louis Imbach devant l'annexe de la Bourse du travail ; le lundi à 18 h 30 AU RV de Belle Beille ; le vendredi soir à la permanence du groupe.

• Les personnes intéressées par la propagande anarchiste sur Lorient et ses environs (Morbihan, 56) peuvent prendre contact avec la liaison locale. Pour la création d'un groupe, écrire aux RI, 145, rue Amelot, Paris 11^e.

• Le groupe anarchiste de Versailles assure la vente du *Monde libertaire* le mercredi de 17 à 18 h à la gare Chantiers et le dimanche de 10 h à 13 h sur la place du marché principal de Versailles. Pour tout contact avec le groupe, n'hésitez pas à nous écrire : groupe libertaire de Versailles, BP 15, 78150 Le Chesnay-Cedex.

• Les personnes habitant les départements du Cantal, de la Corrèze ou de l'Aveyron, intéressées par la propagande anarchiste, peuvent prendre contact avec les groupes du Lot et de la Dordogne pour renforcer leur présence sur ces cinq départements. Ecrire aux RI qui transmettront.

• Le groupe FA du Havre assure une vente du *Monde libertaire* tous les samedis de 15 h 30 à 17 h, place Thiers, entre le Monoprix et le Printemps.

• Une liaison professionnelle ONF (Office national des Forêts) est en création pour tous contacts, écrire aux RI.

• Le groupe Michel Bakounine compte éditer pour décembre 1982 une plaquette de dessins sur le thème : *L'individu face à l'étatisation croissante de la société*. Pour ce faire, nous faisons appel à tous les dessinateurs connus et inconnus ou en voie de l'être afin qu'ils nous fassent don d'un dessin. Pour tout contact, écrire à : groupe Michel Bakounine, ADIL, BP 284, 17312 Rochefort-Cedex. Tél. : (46) 47.67.39.

• La liaison Périgueux assure désormais une permanence dans les locaux de l'UL CNT de Périgueux, les vendredis de 18 à 19 h et un samedi sur deux de 14 h à 15 h, au 13 rue Thiers. Contact avec la liaison Nontron possible à cette occasion.

Le nouveau catalogue de la librairie du *Monde libertaire* vient de paraître. Vous pouvez le demander à Publico, 145 rue Amelot, Paris 11^e, en joignant 2,60 F en timbres.

• Rédaction-Administration
 145, rue Amelot, Paris 11^e
 • Directeur de publication
 Maurice Joyeux
 Commission paritaire n° 55 635
 Imprimerie « Les Marchés de France »
 44, rue de l'Ermitage, Paris 20^e
 Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
 Routage 205 - Publi Routage
 Diffusion SAEM Transport Presse

MOULINS

Wotytla, Khomeiny et autres mystificateurs religieux, en passant par les religions d'Etat, s'occroient les consciences de par le monde.

Nous nous devons de lutter contre toutes les aliénations religieuses.

A Moulins, l'ACL (Association pour une culture libertaire) organise le jeudi 17 juin 1982 une conférence-débat sur le thème : *Les non-croyants face à la religion*, à 20 h 30 à l'Université populaire.

Le président de l'Union des Athées, un représentant de la Libre Pensée et un militant de la FA participeront à ce débat.

Nous invitons à venir nombreuses les personnes intéressées par ce problème. Une campagne anticléricale se fera à l'issue de ce débat.

PARIS

Le groupe Louise Michel (10, rue Robert Planquette) organise le 19 juin, de 13 h à 20 h, au square Jehan Rictus (Place des Abbesses) :

- des forums sur la vie de quartier, le fédéralisme et la vie communale ;
- des spectacles, stands, exposition ;
- un meeting sur le thème : *Un an de pouvoir socialiste : nos propositions*.

Entrée gratuite.

Le numéro 9 de *L'Agitateur*, journal d'expression libertaire édité par le groupe d'Aubenas de la FA, vient de paraître. Prix à l'unité : 3 F. Abonnement pour un an : 10 F à adresser à CES, BP 1, 07530 Antraigues. CCP, CES 24 117 7 X Lyon.

VERSAILLES

Le groupe anarchiste de Versailles organise une réunion-débat sur le thème : *Contraception masculine, révolution sexuelle, révolution sociale*, le jeudi 24 juin à 20 h 30 au centre Huit, 8, rue de la porte de Buc (gare Chantiers), ARDECOM et le planning familial seront présents en tant qu'intervenants.

Venez nombreux soutenir cette première manifestation de la Fédération anarchiste à Versailles.

BOBIGNY-DRANCY

Le groupe Bobigny-Drancy invite les sympathisants libertaires de la région à une réunion-débat sur le thème : *Qu'est-ce que l'anarchisme ?* le jeudi 24 juin à 20 h, avec la participation de Maurice Joyeux. Cette réunion-débat se déroulera au local de l'ADIP, salle P. Eluard, 144, rue Roger Salengro, 93700 Drancy. Bus : 148, 173, 151, 354. Arrêt : Six Routes de Bobigny.

Sommaire

PAGE 2
 Activités des groupes FA
 PAGE 3
 En bref
 150 000 F pour Radio-Libertaire
 Chooz, solidarité
 Editorial
 La bureaucratie dans les pays de l'Est
 PAGE 4
 A rebrousse-poil
 Communiqué espérantiste
 A propos d'anti-impérialisme
 PAGE 5
 Pourrons-nous apprivoiser les singes ?
 Congrès CGT...
 PAGE 6
 Pacifisme et PS
 Service civil
 PAGE 7
 Les déficits sociaux
 PAGE 8
 Liban
 Algérie : 936 morts...
 PAGE 9
 Informations internationales
 PAGE 10
 Garibaldi
 PAGE 11
 Spectacles, livres...
 PAGE 12
 Les hommes politiques pataugent

Abonnez-vous !

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger	LE MONDE LIBERTAIRE
13 n°	70 F	80 F	100 F	Rédaction Administration 145 rue Amelot 75011 Paris Tél. 805.34.08
25 n°	130 F	150 F	190 F	
50 n°	250 F	280 F	350 F	

ABONNEMENT DE SOUTIEN : 500 F

Paiement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner 145, rue Amelot, 75011 Paris (France)

Nom Prénom
 N° Rue
 Code postal Ville
 à partir du N° (inclus) Pays
 Abonnement Reabonnement Abonnement de soutien
 Chèque postal Chèque bancaire Mandat lettre
 Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et 4F en timbre poste

en bref...en bref...

• Thierry Muller est actuellement en grève de la faim. Incorporé il y a peu de temps au service national, il a refusé de porter l'uniforme. Il ne cessera sa grève que lorsqu'il aura obtenu sa libération. Vous pouvez lui envoyer du courrier à l'adresse suivante :
 cuirassier Thierry Muller, 11^e escadron, 3^e régiment de cuirassier, case officielle n° 171, ou encore téléphoner à la caserne pour demander de ses nouvelles : 16 (8) 373.06.09 ou 16 (8) 374.06.09.



émet sur Paris et proche région tous les jours sur 89,5 MHz

• L'équipe d'Avis de Recherche nouvelle formule vient d'éditer un dossier sur la suppression des TPGA. Enquête de 32 pages, ce dossier fait le point complet sur les dessous de la suppression des tribunaux militaires. Comment vous en fonctionner pendant six mois ces tribunaux dissous ? Comment la hiérarchie militaire a fait pression dans l'ombre sur le gouvernement socialiste ?

• Régis Guilcher est toujours en grève de la faim depuis le 23 mai, ayant refusé de porter l'uniforme après la non-obtention de son statut d'objecteur. Il se retrouve aux arrêts. Voici l'adresse : Régis Guilcher, maison d'arrêt, rue de Drovinay, 33170 Gradignan.

• Fête pour la paix les 9, 10 et 11 juillet organisé par le Poemier (association pour l'élargissement du champ d'action de la poésie). Le Poemier, 37, rue des Augustins, 86500 Mont-Morillon.

• La Confédération de défense des handicapés et retraités (13, rue Blaise-Pascal, 78800 Houilles) a lancé un appel aux signatures et au soutien de la manifestation du 25 juin 1982 qu'elle organise sur le thème : Sécurité et accessibilité réelles des transports et accessibilité aux personnes handicapées et âgées. Elle exige : le blocage des portes, à contrevoile, lors de l'arrêt du train, une signalisation lumineuse et une annonce nominale à chaque arrêt, l'accessibilité pour tous aux divers modes de transports en commun.

Un millier d'antinucléaires se sont dernièrement rassemblés à Golfech. Ils décident, face au rassemblement considérable des forces de police, de barrer la voie ferrée. La répression ne se fit pas attendre et les antinucléaires furent poursuivis sur la RN 113, jusqu'à Moissac où une partie d'entre eux s'étaient réfugiés. A noter le comportement du député Baylet (autrefois antinucléaire ?) qui refusa tout lieu de réunion et porta plainte pour occupation illégale de propriété.

150 000 F POUR RADIO-LIBERTAIRE

DU 18 mai au 7 juin, Radio-Libertaire est restée silencieuse sur 89,5 MHz. Une panne d'émetteur grave, consécutive à un câble d'antenne mal adapté, est à l'origine de cette interruption d'émission. De plus, les inévitables problèmes de voisinage et de copropriété ne permettaient pas de résoudre efficacement et surtout durablement les aléas techniques.

L'équipe de Radio-Libertaire, bénévole et qui le restera, a donc décidé de trancher définitivement et a fait les travaux nécessaires pour se doter d'un véritable studio d'émission.

Le coût total de cette opération s'élève à 150 000 francs.

Comme toutes les œuvres de la Fédération anarchiste, Radio-Libertaire refuse les dons plus ou moins déguisés ou la publicité. C'est donc à vous, auditeurs de Radio-Libertaire, qu'elle s'adresse pour lancer une souscription de 150 000 francs qui doit être impérativement comblée en décembre 1982.

Pour que Radio-Libertaire vous donne entière satisfaction, tant au niveau de l'émission qu'au niveau de la réception, soutenez-la, donnez-lui les moyens de s'améliorer dès aujourd'hui :

- les billets pour le gala de Radio-Libertaire, qui a lieu le lundi 28 juin à 20 h, à Paris (Bobino). Prix des places : 55 francs à Bobino, dans les FNAC, à Clémentine, à Nuggets et dans les librairies parallèles ; 50 francs (35 francs pour les porteurs de la carte d'auditeur-souscripteur de R.L.) au 145, rue Amelot, 75011 Paris ;
- la carte d'auditeur-souscripteur à 70 francs, valable douze mois, qui vous donne droit à des réductions sur une soixantaine de spectacles, Paris et banlieue ;
- les billets de tombola à 10 francs. Cette tombola est dotée de nombreux lots : disques, livres, gravures, lithos réalisées par des artistes qui soutiennent Radio-Libertaire. Les tirages seront périodiques (le premier, le mercredi 30 juin à 19 h, à l'antenne) et annoncés sur R.L.
- les badges à 5 francs ;
- Les tee-shirts Radio-Libertaire à 38 francs ;
- les bons de soutien pour l'aménagement du studio de Radio-Libertaire, rédigés en cinq langues : italien, espagnol, anglais, espéranto et français. Pourquoi cinq langues ? Parce que Radio-Libertaire est connue dans tous les pays où des anarchistes sont présents et qu'ils participent à Radio-Libertaire par l'envoi de cassettes et de souscriptions. C'est le principe même de la solidarité, de l'entraide et de l'internationalisme dont nous nous réclamons ;
- en faisant des dons de disques, de matériel à déposer au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Cent cinquante mille francs pour Radio-Libertaire, c'est 150 000 francs au service d'une autre information, celle des anarchistes, celle de la voix sans maître.

Pour Radio-Libertaire
 Nelly

Radio-Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél. du studio : 262.90.51.

CHOOZ, SOLIDARITE

LA fête de solidarité à Chooz a rassemblé, sur deux jours, plus de 5 000 personnes, contrairement aux affirmations fantaisistes de Libé qui, dans un communiqué laconique, dénombrait 1 500 participants. Pas de sang, pas d'envoyé spécial !

Les débats qui ont eu lieu ont mis en évidence l'impasse des dernières manifestations de fin de mois. La nouvelle stratégie de blocage et de filtrage employée par les flics est très efficace. Il est clairement apparu que la lutte se coupait de plus en plus de son but initial, le site de Chooz. Si l'impact des premiers affrontements a été important, il y a maintenant risque de banalisation, de lassitude, d'impression de « déjà vu ».

Face à cela, la lutte contre l'implantation de Chooz II a tendance à se globaliser pour devenir la lutte pour la sauvegarde de toute la région comprenant aussi bien les Ardennes belges que françaises. La grande révélation a été que les pouvoirs de ces deux pays veulent désertifier tout le coin afin d'y implanter tout un tas de saloperies : méga-centrale en France, barrages et missiles de l'OTAN en Belgique.

Les sidérurgistes de l'usine de la Chiers tenaient un stand. Une

partie des travailleurs de la botte et l'intersyndicale (CFDT, FO, CGC) ont affirmé dans la presse qu'ils participeraient en tant que tels aux manifs menées contre Chooz II. Les maires du canton concernés ont entamé une grève administrative pour protester contre la fermeture de la Chiers (900 emplois).

Le pouvoir à l'eau de rose craint ce rapprochement des luttes dans un département « maillet jaune du chômage ».

Aux dernières nouvelles, la manif fin juin revêtait un caractère pacifique et consistait en une marche entre Chooz et Vireux (ville où est implantée la Chiers).

L'élargissement éventuel de la lutte n'ira cependant pas sans poser de problèmes puisqu'il est amené à voir cohabiter les éléments les plus radicaux, les moins radicaux et toute une frange de catho-humanisto-Lanza del Vastate, sans oublier tous les politiciens de service - issus de la énième scission du mouvement marxo-trotskard.

A Chooz, à Golfech, comme ailleurs, la lutte contre le nucléaire n'est qu'une composante de la lutte contre l'Etat et le pouvoir quelle que soit la sauce à laquelle on veut nous les faire bouffer.

Liaison Ardennes

ÉDITORIAL

UNE fois encore, l'armée israélienne a franchi le Litani, donnant le signal du massacre ! Un déluge de fer et feu s'est abattu sur le Liban. Depuis une semaine, les troupes syrienne, israélienne et palestinienne mettent le pays à feu et à sang, et aucune des armes les plus sophistiquées n'a manqué à ce carnage où la folie des hommes a pu s'exprimer sans partage !

Ceux qui ont visité ces vallées verdoyantes, aux montagnes coiffées de leur parure neigeuse, ont gardé le souvenir de ce paysan tranquille trottinant auprès de son âne, s'arrêtant auprès d'un autre villageois pour un long palabre souligné de gestes emphatiques, ou encore de la marche lente de cet ouvrier du port courbé sous sa charge. Aujourd'hui, ils peuvent imaginer tout ce peuple effaré, fuyant en tous sens sous une pluie de bombes, vouant aux malédictions ancestrales les hordes de soudards qui se sont abattus sur leur village, sur leur ville, sur ce morceau de terre qui fut tout leur horizon.

Le cœur se soulève lorsqu'on entend les arguments avancés pour justifier cette tuerie. Les armées de toute obédience se sont ruées sur ce malheureux pays, et on serait tenté de crier : « Qu'ils y aillent et qu'ils y crèvent tous ! », si les populations, toutes les populations, les populations musulmanes, chrétiennes comme les réfugiés palestiniens parqués dans des camps, n'étaient pas les victimes innocentes des militaires déchaînés par des politiciens de tous horizons qui mériteraient la corde !

Pendant qu'en Occident de maigres cortèges ont défilé pour justifier les massacreurs dont ils sont les clients, on se prend à rêver d'un autre défilé, universel celui-là, en faveur des populations qui voient leur ciel et leurs champs transformés en figure d'apocalypse par des gens venus d'ailleurs et qui ont choisi leur pays pour régler leurs haines.

Lorsque le silence retombera sur les charniers, les vainqueurs se congratuleront, les vaincus réveront de revanches sanglantes et, au-dessus de l'hécatombe, « leurs » dieux, celui d'Israël, celui de Rome, celui de La Mecque, après avoir béni les armées, recommanderont aux rescapés de réciter des litanies où il sera question de paix, de liberté, de justice, tant il est vrai que les dieux offrent le même mufler que celui des hommes qui les ont inventés.

Dénoncer les dirigeants israéliens qui ont pris l'initiative du massacre ne dispense pas de dénoncer les autres, dont le seul regret c'est de s'être laissés prendre au piège plutôt que de surprendre l'adversaire, pas plus que les chrétiens du Nord qui, l'arme au pied, attendent le moment de tirer parti de cette boucherie qu'ils contemplent comme au spectacle.

On nous demande de prendre parti. Nous sommes pour les pauvres, pour les humiliés, pour les massacrés, contre la soldatesque, quelle que soit l'étiquette qui sert à camoufler ses crimes !

La bureaucratie dans les pays de l'Est (compte rendu)

LE vendredi 11 juin, le groupe Eugène Varlin de la Fédération anarchiste organisait dans le 15^e arrondissement de Paris une conférence-débat sur le thème : la bureaucratie dans les pays de l'Est.

Kiril Yanatchkov, militant libertaire bulgare (1), rappela l'existence du mouvement anarcho-syndicaliste et révolutionnaire dans son pays, trop peu connu, même dans le milieu militant. Aujourd'hui, c'est au prix d'une répression calculée sur celle de l'URSS (des milliers de prisonniers politiques) que les aspirations populaires sont étouffées. L'assassinat pur et simple de ceux qui cherchent à informer est fréquent. Si la résistance collective a du mal à s'organiser, des militants poursuivent la lutte : le dissident Popov a entamé une grève de la faim depuis janvier 82.

Piotr Chruszczyński a fait le point de la situation, plus connue, de la Pologne. L'immense mouvement syndical continue aujourd'hui de faire preuve d'imaginaire. L'importante répression depuis le 13 décembre ne peut venir à bout du manifeste soutien de la population à Solidarité. A ce propos, les intervenants polonais ont démenti la pseudo-volonté de retour au capitalisme que certains, en France, tentent d'accréditer. Au contraire, ils confirmèrent que la volonté autogestionnaire polonaise est une avancée importante vers un véritable socialisme.

Vladimir Borisov, représentant du SMOT (syndicat libre d'URSS) a exposé précisément les nombreuses contradictions du régime et l'hypocrisie officielle. Des circuits à caractère capitaliste s'organisent dans la clandestinité et à l'initiative des autorités pour entretenir les privilèges de la classe bureaucratique au pouvoir. Ces pratiques, « officiellement clandestines », coexistent avec des structures à caractère féodal. Borisov a évoqué également l'apparition en URSS d'un nouveau type de marché d'esclaves : prisonniers vietnamiens envoyés en URSS pour renforcer le contingent des prisonniers locaux dans les travaux les plus pénibles de l'« édification du socialisme ». Cette utilisation massive des prisonniers constitue un caractère marquant dans l'actuel fonctionnement économique de l'URSS.

Le débat a porté également dans la situation particulière de la Hongrie, la situation économique tragique de la Roumanie, les circuits d'information qui ont leur source en Occident. Certaines radios, fatalement ambiguës, ce dont les populations semblent avoir conscience, sont tout de même très écoutées — quand elles ne sont pas brouillées — pour les informations brutes qu'elles apportent.

On a également évoqué ce pesant obstacle à la solidarité chez les travailleurs occidentaux : la réticence à lutter contre des régimes « policiers d'oppression » et d'exploitation intolérables, mais qui se réclament d'idéologies censées servir l'émancipation des peuples.

Kiril Yanatchkov a enfin déploré la récupération, courante en France, de manifestations de soutien aux peuples opprimés, par des groupes gauchistes principalement, au profit de leurs propres intérêts idéologiques ou organisationnels.

Pour nous, militants anarchistes, le processus révolutionnaire anti-bureaucratique ne peut s'amplifier qu'avec un développement parallèle de l'esprit et des luttes libertaires.

Groupe Eugène VARLIN

(1) Kiril Yanatchkov est l'auteur d'une plaquette : « La Répression en Bulgarie », en vente au Collectif de soutien à la lutte du peuple bulgare, BP 11, 92190 Meudon, et à la librairie Publico.



à rebrousse-poil

Socialisme autodigestionnaire

Le PSU a participé à la manif « anti-impérialiste » du 5 juin. Bravissimo ! On est socialiste, révolutionnaire et autogestionnaire, nom de Dieu !

A part ça, le 6 juin, madame Huguette Bouchardeau a accepté l'invitation au dîner de clôture du « sommet des Sept », à Versailles. La grande bouffe avec Reagan et Thatcher, c'est peut-être ça la lutte au couteau contre l'impérialisme...

En somme, à ce festin, madame Bouchardeau avait le séant entre deux chaises. Celle de gauche était anti-impérialiste. Celle de droite symbolisait le soutien critique au père François. Sans doute l'ex-candidate aux présidentielles cherche-t-elle une situation plus stable, mieux assise ? Par exemple un strapontin ministériel, lors du prochain remaniement ?...

Solidarité à sens inique

Mauroy, Delors, Maire, et on en oublie, nous invitent chaque jour à pratiquer la solidarité nouvelle. De mauvaises langues prétendent que c'est une façon très jésuitique de prêcher l'austérité.

Voilà que sur ces entrefaites, nous apprenons que le commerce des maisons de haute couture a progressé de 20% en un an, celui d'un magasin d'alimentation de luxe, à Paris, de 16%, tandis que la consommation de champagne se maintient à un niveau honorable et satisfaisant. Ce qui prouve que tout le monde ne se paie pas la crise de la même façon. Voudriez-vous qu'on se serre la ceinture quand elle vient de chez Cardin ? On risquerait de l'abîmer, voyons !

L'état de grâce, c'est du tonnerre de Dieu !

Entendu à la télé, au lendemain du « sommet des Sept » : « L'orage a miraculeusement épargné Versailles et le stade Roland-Garros. »

Mais il n'y a rien d'extraordinaire, voyons ! Si ces saints lieux n'ont pas été arrosés, s'il n'y a pas eu des tas de grêles, c'est que l'état de grâce continue, pardieu ! Et c'est ainsi qu'ont été épargnés les champions de la raquette et ceux du racket. En revanche, ceux qui n'ont aucun miracle à espérer, ce sont les contribuables qui vont payer la note des festivités : à coup sûr, ils l'auront sec. S.B.

Communiqué espérantiste

A l'occasion du 37^e congrès de la Fédération anarchiste, qui s'est tenu durant le week-end de la Pentecôte au Havre (voir ML précédent), l'Union des travailleurs espérantistes des pays de langue française, par l'intermédiaire de son secrétaire général, Henri Masson, nous a fait parvenir un communiqué, qui fut lu dès l'ouverture de ce congrès, et dont nous extrayons ici quelques passages.

« ... Elisée Reclus a affirmé que « la plus haute expression de l'ordre, c'est l'anarchie ». Aujourd'hui, il pourrait ajouter que la plus haute expression de l'ordre linguistique, c'est l'espéranto. Pourtant, à l'époque où Elisée Reclus vivait encore, c'est-à-dire au début du siècle, des anarchistes chinois et japonais avaient déjà entrepris la diffusion de la langue internationale espéranto en Extrême-Orient. Ils avaient déjà pris conscience d'un problème encore sous-estimé de nos jours par bon nombre de nos contemporains ou frappés de tabous : les problèmes de communication transnationale.

Au moment de la révolution espagnole, les compagnons anarchistes se sont largement servis de l'espéranto. Il y a quelques années, en Italie, l'anarchiste Pinelli a été assassiné par des individus que certains nomment représentants de l'ordre.

Aujourd'hui, plus encore qu'hier, des anarchistes s'attaquent aux barrières et aux préjugés linguistiques par la diffusion et surtout par l'utilisation de l'espéranto. Cette attitude est à la fois l'expression et l'affirmation d'une tradition déjà solide, mais aussi le reflet d'un état d'esprit précurseur doublé d'un sentiment développé du droit des autres peuples pour tout ce qui touche la communication transnationale.

Contrairement à d'autres langues, l'espéranto doit sa diffusion mondiale non point aux conquêtes militaires, aux ambitions hégémoniques, mais à l'esprit de coopération, au désir de communiquer et de fraterniser, à une ferme volonté de contribuer à l'émancipation des peuples et des individus.

La diffusion de l'espéranto est tout aussi étrangère à l'esprit de domination qu'à celui de soumission ; elle est aussi étrangère au fatalisme qu'à la résignation, à l'instinct de supériorité qu'à l'esprit d'imitation servile.

Alors que l'année 1983 est déjà proclamée année mondiale de la communication par l'ONU, cette organisation saura-t-elle enfin franchir le stade des belles déclarations et résolutions et amorcer un changement radical de politique linguistique dans la communication internationale ?

Une seule chose est sûre. C'est qu'aux déclarations, aux résolutions et aux promesses illusives, les anarchistes ont toujours préféré inscrire l'utilisation d'une langue anationale — l'espéranto — dans les faits par la pratique et l'action.

Tout ceci leur vaut notre estime et notre sympathie. »

Henri MASSON

Rappelons qu'une rubrique régulière de Radio-Libertaire (89,5 MHz) est consacrée à l'espéranto, chaque vendredi, entre 20 h et 21 h.

A PROPOS D'ANTI-IMPÉRIALISME

E LLES étaient toutes au rendez-vous les organisations d'extrême-gauche, pour clamer un grand « Non à Reagan ». La lutte contre l'impérialisme était à l'ordre du jour, mais un anti-impérialisme teinté d'un solide réalisme révolutionnaire, ça va de soi. Ainsi, l'impérialisme ne semblait pouvoir que se draper du drapeau yankee, ou à la rigueur de ceux des principales puissances économiques occidentales. Et nos révolutionnaires éclairés ont soigneusement délaissé l'impérialisme rouge, tant il est vrai que les marxistes ont du mal à couper les liens qui les unissent à leurs chefs spirituels et historiques et à la grandiose réalisation socialiste instaurée à l'Est. Mais ont-ils la capacité sinon la volonté de trancher ces liens ? Peuvent-ils parvenir à une cohérence qui leur permettrait d'abandonner cet anti-impérialisme de circonstance qui tend au manichéisme ?

L'impérialisme n'est pas une manifestation particulière au clan occidental, mais un des caractères communs et prédominants de tout Etat. L'Etat n'est pas une entité impersonnelle et extérieure aux sociétés et dont les méthodes et principes directeurs diffèrent fondamentalement d'un régime à l'autre. L'Etat possède sa propre logique et la preuve en est que quelle que soit son orientation idéologique, il tend fatalement à l'expansionnisme. Le colonialisme de conquêtes était au siècle dernier l'apanage des Etats les plus anciennement centralisés, telles la France et l'Angleterre, tandis que l'unification tardive de l'Italie ou de l'Allemagne s'effectuait sous forme d'absorption et de concentration de plusieurs petits Etats. Hitler et son « Reich de mille ans » et Mussolini en Ethiopie tenteront de rectifier leur retard. Les accords de Yalta en 1945 permettront aux grandes puissances victorieuses de délimi-

ter leurs zones d'influence et d'exploitation économique, ce dont elles ne se priveront pas. Plus proches de nous, les interventions américaines dans le monde, la Chine et l'annexion du Tibet, l'URSS et son maintien de l'ordre idéologique en Afghanistan, en Angola par Cubains interposés, en Ethiopie, l'Afrique du Sud et la Namibie, les visées du Maroc au Sahara occidental et de la Lybie sur le Tchad, la conquête du Cambodge par le Vietnam unifié, l'incursion irakienne en Iran, l'occupation d'une partie du Liban par la Syrie, l'expansionnisme ouvert du sionisme, le débarquement argentin aux Falklands, mais aussi l'acharnement des vieilles puissances coloniales à conserver ce qui leur reste de territoires d'outre-mer, et tant d'autres exemples, prouvent que tous les Etats, quelles que soient leur importance, la nature de leur régime ou leur ligne idéologique, tendent à un expansionnisme violent qui est à l'extérieur ce que le maintien des intérêts des classes dominantes et la répression sont à l'intérieur. L'impérialisme, ce n'est ni plus ni moins que la mise en pratique de cette tendance inéluctable à l'accroissement de l'espace idéologique et économique et à sa soumission. Aucun Etat n'échappe à la règle pour peu qu'il en ait l'occasion.

Alors, manifester contre « Reagan la guerre » ou contre Brejnev, ce vieillard qui pue la mort, la sienne et celle des autres ? Soit ! Mais que les choses soient claires. Principalement, c'est cette logique de l'Etat qui doit être mise en évidence et dénoncée. Et l'extrême-gauche, fidèle à sa ligne idéologique qui est celle de la croyance en un « Etat populaire », altruiste bienfaiteur du peuple, ne pourra jamais remettre fondamentalement en question l'impérialisme parce qu'il faudrait pour cela admettre qu'il est la conséquence de la tendance inéluctable de l'ex-



pansionnisme de tout Etat, et donc renier une partie fondamentale de la théorie marxiste.

Durant cette manifestation, les grands leaders de l'extrême-gauche ont violemment attaqué Mitterrand. Krivine : « Il est fort inquiet de voir Mitterrand, durant le sommet de Versailles, se découvrir de larges convergences de vue avec Reagan. » (Interview SFP). Laguiller : « Nous disons que la canaille est à Versailles, et Mitterrand se trouve lui aussi à Versailles. » (Idem). Et la « base » de scander des slogans, voire des insultes à son adresse : une odeur de trahison semblait venir de l'Élysée avec un crochet par le Grand Trianon ! Et pourtant... ne serait-ce pas ces mêmes organisations d'extrême-gauche, LCR,

PCI, LO, PSU, qui, durant la campagne présidentielle de 1981, ont fougueusement soutenu les partis de gauche et Mitterrand, qualifiant d'irréalistes les anarchistes qui refusaient de signer un chèque en blanc à un futur chef d'Etat quel qu'il soit ?

Après avoir leurré les travailleurs en les appelant à voter, l'extrême-gauche traite Mitterrand de « canaille », lui pour qui elle a tant collé d'affiches et appelé au pouvoir dans tant de meetings. C'est un peu trop facile, camarades, et nous ne pouvons que souhaiter, nous anarchistes, que les travailleurs qui ont été séduits par votre verbiage en tirent les conclusions qui s'imposent.

Bernard (groupe de Houilles-Sartrouville)

Pourrons-nous apprivoiser les singes ?...

HUIT millions de salariés travaillent dans les PME et sont, pour la plupart, inorganisés. Désormais, selon les dispositions du projet Auroux adoptées par l'Assemblée, des sections syndicales pourront se constituer dans les entreprises de moins de cinquante salariés.

Devant le congrès de la CFDT, Edmond Maire a souligné qu'il importe essentiellement « à partir d'aujourd'hui d'apprendre à se servir des droits nouveaux. Les militants devront d'abord porter leur attention, dans ce domaine, en direction des petites entreprises car c'est à partir de ce point d'appui qu'on peut développer un effort de syndicalisation ». Les autres centrales feront preuve, n'en doutons pas, de la même « sollicitude » à l'égard des travailleurs des PME...

Petits patrons, grands exploitateurs

La situation dans les petites « boîtes » présente une grande diversité. Le caractère, la personnalité du patron, dont la présence est directe et permanente, compte beaucoup, évidemment. Mais l'ambiance varie également selon les branches d'activité et en fonction de l'origine et de la formation du personnel. Elle est bien différente selon que l'on se trouve dans une PME du commerce, dans une petite unité de production employant surtout des OS ou dans un atelier de mécanique de précision regroupant un personnel hautement qualifié.

Cette diversité ne peut masquer, cependant, les caractéristiques dominantes qui se dégagent : les salariés sont plus bas que dans les grandes entreprises, la législation en matière de durée du travail et de rémunération des heures supplémentaires est détournée, les conventions collectives sont ignorées ainsi que, parfois, les règles les plus élémentaires d'hygiène et de sécurité.

Les travailleurs des PME et PMI subissent donc une situation qui leur fait dire souvent que les petits patrons sont plus voraces que les gros. Le « singe » ne travaille pas dans la dentelle, il n'a pas les moyens des grandes sociétés pour tenter des expériences à base de « motivations psychologiques », et il s'appuie de plus en plus sur la conjoncture pour menacer : « Si tu n'es pas content, la porte est ouverte, il y en a d'autres qui attendent ! » Il peut jouer également sur les divisions,

sur la concurrence entre individus qu'il connaît bien et chacun a tendance à se replier sur soi-même.

Un terrain semé d'embûches

Le syndicat est, par définition, une force collective, et il est évident que les conditions existant dans les petites entreprises ne favorisent pas sa manifestation. Pourtant, par leur participation importante aux élections prud'homales, les travailleurs des PME et PMI ont démontré qu'ils n'étaient pas indifférents. Mais rares étaient ceux qui, jusqu'à présent, jugeaient utile d'aller chercher leurs timbres à la Bourse du travail. Alors, en permettant la constitution de sections syndicales dans les entreprises de moins de cinquante salariés, la loi Auroux fera-t-elle bouger les choses ?

Il est certain que les difficultés ne tomberont pas par un coup de baguette magique. D'abord les patrons hurlent comme des gorets écorchés vifs et jurent qu'ils s'opposent à l'intrusion des saboteurs dans « leurs » boîtes.

D'autre part, il faut garder présent à l'esprit que dans une entreprise de deux mille personnes, par exemple, il ne se trouve souvent guère plus de deux ou trois douzaines de compagnons décidés à faire marcher les organisations syndicales. Il n'y a aucune raison, au contraire, pour que le potentiel militant soit plus important dans les petites entreprises. Ce qui ne veut pas dire que la syndicalisation y soit impossible, mais il faut que les militants qui veulent tenter l'expérience ne soient pas isolés. Cela suppose la construction de tout un environnement avec l'aide des organisations déjà présentes : syndicat de secteur regroupant les sections syndicales d'un ou plusieurs quartiers, unions locales réunissant les travailleurs de toutes les branches et fonctionnant réellement alors que souvent leur existence est toute théorique, ou tout autre forme de coordination qu'il est loisible d'imaginer.

Du pain sur la planche

De telles structures sont nécessaires pour faire face plus aisément aux difficultés matérielles, car la loi Auroux ne prévoit rien pour les petites entreprises : ni locaux ni crédits d'heures. En effet, il ne s'agit pas seulement de distribuer les timbres et d'afficher quelques circulaires syndicales. Il est essentiel de réaliser un travail d'information qui a fait cruellement défaut

jusqu'à présent, sur les questions juridiques, les conventions collectives, les dispositions concernant l'hygiène et la sécurité. Ainsi pourrait se réaliser une coordination locale pour l'établissement des revendications et pour l'action. Ainsi pourraient se nouer des relations de solidarité.

Pour un effectif de moins de cinquante personnes, la loi adoptée par l'Assemblée n'autorise pas la désignation de délégués syndicaux. Seule reste donc possible l'élection d'un ou de deux délégués du personnel. Mais dès que l'on approche de ce seuil des cinquante, il s'agit de comptabiliser soigneusement l'effectif. La prise en compte est intégrale pour les salariés sous contrat à durée indéterminée, les travailleurs à domicile et les travailleurs à temps partiel dont la durée de travail est égale ou supérieure à vingt heures par semaine ou quatre-vingt-cinq heures par mois. Elle s'effectue au prorata du temps de présence pour d'autres catégories (contrats à durée indéterminée, entreprises extérieures, travail temporaire). A partir de cinquante salariés, il y a, on le sait, constitution obligatoire du comité d'établissement, désignation des délégués syndicaux et, pour les établissements industriels, formation du comité d'hygiène et de sécurité. Dans ce domaine, les petits patrons sont champions pour contourner tous les obstacles !

Pas besoin de permission...

En ce qui concerne le « droit d'expression » des travailleurs, la discussion à l'Assemblée a abouti à un beau cafouillage : d'une manière générale, l'accord n'est pas obligatoire et finalement c'est le gouvernement qui pourra trancher en légiférant... en 1985 ! En attendant, dans les entreprises de moins de deux cents salariés, l'employeur est tenu simplement de « consulter » les organisations syndicales, quand elles existent. Mais en matière d'expression, comme pour tout le reste, il en sera dans les petites boutiques comme dans les grandes : rien n'est vraiment réglé par quelques textes de loi, tout dépend de la détermination, de la cohésion des exploités. La parole, il faut la prendre sans avoir besoin de consulter le *Journal officiel*. Et notre véritable droit d'expression, nous le gagnerons le jour où nous pourrons museler les « singes » de façon définitive...

Sébastien BASSON

CONGRÈS CGT : ÇA BAIGNE DANS L'HUILE

LES Rolling Stones ont piqué la une de *Libération* à Krazucki ! Le 42^e congrès de la Confédération générale du travail ne semble pas un point déterminant de la vie sociale, tant les jeux semblent faits d'avance.

Krazucki l'a déclaré à la presse quotidienne : « Ce ne sera ni auto-satisfaction ni auto-flagellation ! » Tiens, y aurait-il esquisse de synthèse entre les différentes sensibilités confédérales ? Non, les initiés, et les autres, auront compris que le tondu de la rue Lafayette continue comme par le passé : C'est moi qui commande ! Les quelques illusions du 40^e congrès (« novateur et conquérant »...) sont-elles vraiment et définitivement à mettre au rebut ? Il semble bien que oui.

Dans la semaine qui a précédé l'ouverture du congrès, il y a déjà deux mises au pas : la Fédération des finances et l'équipe de *Antoinette*, le mensuel féminin de la CGT.

En fait, en toile de fond, il y a le grand mouvement d'opposition aux positions du bureau confédéral face aux événements de Pologne en décembre dernier. Quand, à l'époque, des camarades demandaient à des syndiqués de ne pas quitter la CGT, de rester dans ses rangs pour mener le combat des idées, ils savaient déjà que l'opposition de certains se réglerait sur le tapis vert dans des antichambres ministérielles...

Le summum le plus flagrant de magouilles politiques a été

atteint avec l'élection de Jeanine Parent à la commission exécutive de l'UGICT (Union générale des ingénieurs cadres et techniciens). Refus unanime d'abord, puis après différents « ricochets », réunion PS-CGT (Marcel Debarge et Henri Krazucki pour ne pas

les magouilles politico-électorales... il faut choisir son camp !

La Coordination syndicale CGT pour Solidarité (1) a, au cours d'une conférence de presse le 2 juin, réitéré le souhait que Solidarność soit invité au congrès de la CGT. A cette confé-

soutiennent les militaires polonais et ceux qui les inspirent qui jettent de l'huile sur le feu ».

Mais pour la confédération, cela doit être une question de principe, ne pas céder devant être le mot d'ordre. Pourtant, une telle invitation permettrait à Krazucki

rien aux ogres de la rue Lafayette d'accorder noblement, il est impensable pour le « cerveau collectif » de la place du Colonel-Fabien que l'on remette en cause son rôle moteur dans la stratégie politico-syndicale. A chacun sa place sur l'échiquier social !

A part ces problèmes internes, la direction confédérale aura le « positionnement » vis-à-vis du gouvernement de gauche et l'unité d'action avec la CFDT. Mais tout cela a dû déjà être réglé autre part que dans des structures syndicales...

Ce congrès sera bien huilé, c'est sûr ; les rouges iront là où la direction politique du prolétariat le veut. S'il est possible d'y mettre un peu de sable, les anarcho-syndicalistes ne seront pas de reste... De toute façon, le problème se règle aussi dans les entreprises, pas seulement dans les structures.

Jean-Pierre GERMAIN



les nommer), volte-face de la direction de l'UGICT qui accepte (toujours à l'unanimité...) de retenir la candidature de l'estimée camarade Jeanine Parent !

De mauvaises langues disent que maintenant les cégétistes proches du Parti socialiste baissent le ton pour bientôt ne plus rien dire du tout. Les réactions de base syndicalistes, étouffées par

rence de presse, à laquelle participaient les syndicats CGT du ministère de l'Industrie, de l'INSEE, de l'Office des céréales et des correcteurs, ces derniers estiment que « le bureau confédéral de la CGT s'est lourdement trompé sur son analyse (...). Le coup d'Etat n'a fait qu'aviver les antagonismes et durcir les convictions. Ce sont ceux qui

and Co de démontrer l'indépendance de la CGT et « augmenterait son autorité lorsque, à juste raison, elle exige la libération des syndicalistes turcs ou lorsqu'elle soutient les mouvements démocratiques d'Amérique latine ».

Mais, comme pour le non-cumul des mandats politique et syndical (2) qu'il ne coûterait

(1) La Coordination syndicale CGT pour Solidarité a recueilli plus de 10 000 signatures contre la position du bureau national et récolté pour les syndicalistes polonais plus de 100 000 francs.

(2) Demandé dans le cadre des modifications des statuts confédéraux par le Syndicat des correcteurs. Son réclame aussi la rotation des permanents syndicaux et le partage des mandats... Idées à suivre !

PACIFISME ET PARTI SOCIALISTE

« L'HISTOIRE nous a appris que le pacifisme ne garantit pas la paix. » C'est par cette lapalissade que commence la déclaration de principe sur la paix, la sécurité et le désarmement du Parti socialiste.

Déclaration adoptée par le bureau exécutif du PS le 26 mai 1982 et rendue publique ce jour-même.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que cette déclaration devrait faire pâlir de jalousie les jésuites. Pourquoi ? C'est ce que nous allons voir ensemble par un examen critique des principaux points de cette déclaration.

« Il ne suffit pas de crier son horreur de la guerre pour obtenir la paix », là encore, vérité de Lapalisse. Les anarchistes, qui luttent depuis près d'un siècle contre les véritables causes des guerres, savent fort bien, comme n'importe quel quidam, qu'il ne suffit pas de hurler sa haine du meurtre collectif pour voir effectivement la paix générale s'instaurer.

« Une action pour la paix ne peut se confondre avec de simples attitudes pacifistes qui ne tiendraient pas compte de la réalité des armements. » De qui se moque-t-on ? De simples attitudes, l'objection de conscience, la désertion, l'insoumission, le refus de payer la part d'impôts réservée au budget militaire ou le refus de travailler dans les secteurs d'armement ? Attitudes courageuses, révolutionnaires, au contraire, n'en déplaise à nos pontifes sociaux-démocrates. Quant à la réalité des armements, les anarchistes et les pacifistes sont tellement conscients des dangers que leur stockage et leur prolifération font courir à la planète, que c'est bien pour cela qu'ils agissent en faveur du désarmement unilatéral.

« L'action pour la paix passe d'abord par la mise en œuvre de principes fondamentaux, le droit de chaque peuple, l'égalité des Etats, le droit à la sécurité pour chacun, le règlement pacifique des différends. Il faut arracher le monde à la logique des blocs. »

Il n'y a là rien de très nouveau. Le PS, qui dès le début de sa déclaration fait appel à l'histoire, semble en oublier les leçons puisqu'il préconise des principes qui ont été à la base de la création de la SDN en 1920 et de l'ONU en 1946. Or, à en juger par les résultats obtenus par ces deux organismes internationaux, les bonnes intentions du PS ne sont pas faites pour nous convaincre. Quant à sortir de la logique des blocs, seule une révolution anarchiste le permettrait car elle détruirait à la fois le capitalisme privé et le capitalisme d'Etat, et surtout mettrait fin à l'existence de ces fauteurs de guerre que sont par essence les Etats. N'oublions pas que tous les Etats se sont formés par la violence, leur principe d'origine étant la domination des plus forts sur les plus faibles.

« Le déploiement des SS 20 par l'URSS (en Europe) a créé un déséquilibre stratégique. » Les négociations de Genève, sur les armes eurostratégiques américaines et soviétiques implantées en Europe, doivent permettre « un rééquilibrage par le bas », notamment par

« une réduction sensible du nombre existant des SS 20 ». Un déséquilibre stratégique se serait donc créé en faveur de l'URSS, semble-t-il, or ce n'est pas prouvé car bon nombre d'experts militaires européens estiment en effet que les USA sont toujours en position de force et que l'implantation des SS 20 n'a permis en fait à l'URSS qu'un petit rapprochement de cette position. Mais là n'est pas le véritable problème, car au-delà des querelles de stratégie, une question se pose : l'équilibre de la terreur, pour autant que l'on admette qu'un réel équilibre en ce domaine puisse exister, ce qui n'est pas de toute évidence, fût-ce la voie de la paix. A cette question, les anarchistes ont toujours répondu non, car la menace de guerre persiste et nous restons, quoi qu'on en dise, les otages des états-majors impérialistes.

« La France doit préserver sa capacité de dissuasion nucléaire », mais « elle doit participer plus activement au processus de négociation nucléaire. La France pourrait faire savoir qu'elle est prête à participer dans l'avenir à la négociation sur les armes stratégiques dès lors que les Etats-Unis et l'URSS auraient réussi à s'entendre » sur leur équilibre mutuel. Autrement dit, le PS n'entend pas réclamer au gouvernement le désarmement de la France, ce qui ne nous surprend pas, le PS en effet ne peut exiger une telle revendication d'un gouvernement qui émane de lui et qui, comme ses prédécesseurs de droite, est passé maître dans la production militaire et le trafic d'armes. Quant aux négociations entre représentants de gouvernements, non seulement l'histoire nous apprend que leurs résultats ne sont pas probants, mais le fait déjà que des représentants de gouvernements négocient dans le domaine du désarmement est un échec car tous les diplomates sont liés aux castes privilégiées et munitionnaires des Etats. Mais les socialistes ne se mouillent pas trop car ils envisagent de réclamer au gouvernement de ne participer à une telle mascarade diplomatique que lorsque les USA et l'URSS se seront mis d'accord. Or vu la situation internationale, cet accord n'est pas pour tout de suite. En conséquence, on ne peut que constater la grande timidité du pacifisme des socialistes. Plus loin, la déclaration dit qu'il faut développer « la lutte contre la prolifération nucléaire et les restrictions à l'emploi des armes nucléaires dans le Tiers-Monde ». C'est dire à peu près ceci : nous avons l'arme nucléaire, nous autres Français, mais comme nous ne sommes pas belliqueux, nous ne nous en servons pas. Seulement, les autres, les sous-développés surtout, ce ne sont pas des gens sûrs, alors mieux vaut qu'ils ne possèdent pas l'arme nucléaire. Seulement voilà, tous les gouvernements, par leur politique d'armement et leur propagande nationaliste, font que tous les peuples pensent ainsi. Il apparaît donc bien que seul le désarmement unilatéral est la vraie « force de dissuasion » car depuis toujours dans les guerres chaque camp se déclare agressé ; or un peuple sans armes peut-il passer pour agresseur ? Non ! Alors qu'attendons-nous ?

Jean-Luc LAROCHE



SERVICE CIVIL !

Globalités

L'objection de conscience est un moyen, pour le conscrit, d'éviter le service militaire, en effectuant un service civil, soit dans un organisme d'Etat (Office national des forêts, Bureaux d'aide sociale, etc.), soit dans une association habilitée à recevoir des objecteurs.

Cette loi relative au service national obligatoire a été obtenue grâce au militant libertaire Louis Lecoin et au mouvement de contestation né à la suite de la guerre d'Algérie.

Mais pour l'armée et l'Etat, c'est en fait un bon moyen de purger « la grande muette » des éventuels gêneurs et contestataires, tout en maintenant les servitudes nécessaires, pour « une bonne éducation du citoyen ». Car la hiérarchie, l'isolement, l'exploitation sont aussi le lot quotidien des objecteurs...

L'ONF

L'Office national des forêts, qui prend en charge 50% des

affectations, est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) (2).

L'un de ses directeurs déclarait, en 1970, qu'il devait avoir l'obsession de la rentabilité. Ce discours explique bien les décisions prises par les technocrates, décisions qui n'ont que des conséquences néfastes face « aux réalités concrètes du terrain ».

C'est la politique d'ennéisme (3) systématique, sans tenir compte des menaces écologiques graves pour certains terrains fragiles, qui sont ainsi dégradés de façon irrémédiable. En outre, agriculture et forêt, au lieu d'être complémentaires, sont bien souvent en concurrence, et l'ONF, par sa politique de boisement, contribue à affaiblir et à désertifier les zones rurales. C'est ainsi que l'ONF interdit tout pacage (4) dans les forêts qui lui sont soumises (notamment en montagne).

Et les objecteurs...

Affecté à l'ONF, l'objecteur

sera soumis à un régime paramilitaire (demande de permis, brimades en cas d'absence non autorisée, etc.).

D'autre part, il servira de main-d'œuvre à bon marché. Toute l'année, l'appelé ira dégager les forêts et les plantations sous taillis, et ce pour une solde de 350 F par mois.

La hiérarchie de l'ONF refusera, et pour cause, d'expliquer l'utilité de ce travail... C'est pourquoi, parallèlement aux nombreux délits d'insoumission et de désertion, une résistance passive, dans les affectations, est en train de se développer. Cela se traduit par un travail réduit ou une absence prolongée sur le lieu de travail.

Pour conclure

La discussion en cours, entre des associations d'objecteurs, des employeurs et l'Etat sur d'éventuelles modifications qui pourraient être apportées au statut du service civil, ne changera pas le fait que le conscrit a été,

est et sera toujours l'esclave de nos gouvernants et/ou de ses employeurs.

Aussi, s'il ne nous est pas toujours facile de joindre la théorie à la pratique (par l'insoumission), il n'en reste pas moins nécessaire de dénoncer et de combattre la notion même de ser-

vice national alternatif ou pas.
Liaison de Romans F.A.

- (1) Habilitée par l'Etat.
- (2) En 1980, seulement 750 objecteurs ont rejoint leur affectation.
- (3) plantation de pins, sapins...
- (4) pâturages.



LA gauche au pouvoir a toujours mené, à quelques menus détails près, la même politique que la droite. Elle a été capable, parfois, de faire accepter ce que la droite n'aurait pu faire avaler. De bien mauvaises langues vont jusqu'à prétendre que c'est sa raison d'être...

Michel Rocard a conforté ces soupçons lorsqu'il a déclaré, récemment, que la France vivait avec un taux de couverture sociale au-dessus de ses moyens et que le pays « ne peut plus supporter les dépenses de santé sans limites ». En somme, la France est malade parce que les Français se soignent trop bien. Raymond Barre n'aurait pas mieux dit.

On aurait pu croire, jusqu'ici, que le but du socialisme était d'assurer le bonheur des individus, donc, en particulier, de donner à chacun le maximum de chances de rester en bonne santé, de recevoir en tous les cas, et sans limites, tous les soins appropriés, de fournir aux invalides, aux handicapés, les moyens de vivre, d'assurer à tous une vieillesse sans soucis matériels. Eh bien ! il apparaît que nous nous sommes trompés. Bonnes gens, ne tirez pas trop à vous la couverture sociale !...

Si messieurs Rocard, Mauroy, Delors, Maire et Cie veulent arrêter les frais sociaux, en revanche ils ne disent rien, ou si peu, des dépenses de luxe de la bourgeoisie, de ce que pompent toutes ses activités parasitaires, du coût d'un énorme appareil d'Etat, des milliards engloutis, comme à Versailles, pour le prestige.

Il faut boucher le trou de la Sécurité sociale ? Mais personne ne bronche devant le gouffre des dépenses militaires. La couverture sociale devrait rétrécir, mais le parapluie atomique sera, en revanche, toujours plus largement déployé puisque le pouvoir socialo-communiste veut à tout prix (c'est le cas de le dire) son septième sous-marin nucléaire.

Jeu de mots, jeu de Questionnaires...

La gauche nous a habitués, depuis le 10 mai, aux rafales de propos officiels ou officieux, en apparence contradictoires. En vérité, plutôt que d'incohérence, ne s'agit-il pas d'une habile tactique destinée chaque fois à nous faire avaler quelque amère pilule ? Ainsi, dans une interview au *Monde*, Nicole Questiaux, ministre de la Solidarité, n'a pu moins faire que de se démarquer quelque peu des propos de Rocard. Elle n'est pas d'accord, dit-elle, « la France n'a pas une garantie sociale au-dessus de ses moyens ». Elle a parfaitement raison d'ajouter : « On ne voit pas pourquoi il faudrait se priver de médecins, d'infirmiers, de travailleurs sociaux dès lors que leur activité répond à des besoins. » Mais en même temps elle précise : « L'évolution économique ne peut ne pas avoir de conséquences sur la Sécurité sociale,

le rythme de ses réalisations et ses techniques de financement. Cela peut entraîner des ajustements ; je n'appelle pas cela réviser. »

Donc, on ajuste, on ne révisé pas ! Cela fait penser aux subtilités de langage des militaires qui n'avouent jamais de recul, mais reconnaissent se replier sur des positions préparées à l'avance... Bref, le petit jeu de mots de Nicole semble préparer les grands remèdes. Son « ajustement » se précise quand elle ajoute : « Le débat actuel est sain dans la mesure où il permet de passer d'une réaction de surprise — face à des problèmes financiers qu'on représentait naguère au dernier mo-

consistera à faire payer encore plus les travailleurs et, éventuellement, les retraités et les chômeurs.

De toute façon, il n'y a pas de miracles en économie. Ce sont en définitive toujours ceux qui font le travail productif qui paient, quel que soit le mode de financement. Et ce serait vrai, même dans une société libertaire. Mais dans une société de classes, les castes dominantes, économiquement privilégiées, non seulement ne produisent rien, donc ne paient rien, mais de plus elles s'approprient une large part du gâteau.

Bas les pattes sur la « couverture sociale »...

Le « trou » de la Sécurité sociale est à géométrie variable. Il apparaît, béant, puis il disparaît, à l'étonnement général, pour se creuser à nouveau l'an-

nales que la crise amplifie. Mais on parle beaucoup moins des profits, des trusts fabricants de drogue, des pharmaciens qui s'enrichissent, du cautionnement des médicaments qui provoque un gaspillage évident, du prix exorbitant des journées dans les hôpitaux et les cliniques qui finalement mettent à la charge de la Sécurité sociale les investissements de santé, de la multiplication d'actes inutiles dans certains établissements pour arrondir le budget.

Il est certain que dans un système entièrement fondé sur l'argent, sur la recherche du profit, il ne peut y avoir de solution rationnelle à ce problème. Mais pour les travailleurs, les choses sont beaucoup plus simples : il ne peut être question de laisser Rocard et les autres mettre leurs sales pattes sur la « couverture sociale ». D'autant plus que celle-ci a encore pas mal de trous ! Ainsi, bien des travailleurs subissent encore des pertes de salaires

sombrent dans le désespoir, des ouvriers payés au voisinage du SMIC partent en retraite avec de misérables allocations.

Il faut parfois, par des collectes, financer l'envoi à l'étranger d'enfants gravement malades pour y subir les interventions de la dernière chance. De beaux élans de solidarité populaire qui suppléent aux carences scandaleuses de la fameuse « couverture » !...

A qui profitent ces performances ?

Les travailleurs n'ont pas à prêter l'oreille aux appels à la « nouvelle solidarité », aux discours de ceux qui, avec des trémolos, voudraient nous convaincre que le pays n'en peut plus, que les entreprises sont au bord du gouffre.

Les statistiques les plus officielles nous permettent de nous tapoter le menton dubitativement.

La France vient en effet au deuxième rang des sept grandes puissances industrielles, après la RFA, pour le produit national brut par habitant : RFA : 12 200 dollars ; France : 10 650 dollars ; Grande-Bretagne : 7 390 dollars ; Italie : 5 730 dollars ; Japon : 8 730 dollars ; USA : 10 610 dollars.

Pour la productivité, la France vient en tête, tout de suite devant le Japon — ce qui est une référence ! — loin devant les autres pays industriels, y compris les USA.

En revanche pour les salaires, en 1980, avec 16,70 deutsches marks, le coût salarial horaire ouvrier (salaire et charge) était de 25% inférieur à celui des pays de tête. Quant aux dépenses sociales, avec 25% du PIB, elle arrive loin derrière la Suède, les Pays-Bas, la Belgique et la RFA.

Pour les naïfs que nous sommes, ces chiffres démontrent à l'évidence qu'en prônant l'austérité, les politiciens de gauche veulent démontrer qu'ils sont capables, tout aussi bien que ceux de droite, d'être les gestionnaires rigoureux des affaires de la bourgeoisie et permettre à celle-ci de bien se placer dans la compétition mondiale. Dans *Le Monde* du 2 juin, Jean-Pierre Dumont écrivait : « Les comparaisons doivent aussi s'élargir à des pays comme le Japon ou à de nouvelles nations industrielles où la protection sociale n'atteint que 5 à 19% du PIB. » On ne peut être plus clair. Le modèle japonais fait rêver les patrons... et la gauche !

Les travailleurs doivent lutter pour un type de société où ce genre de problème ne se posera jamais, où chaque femme, chaque homme, chaque enfant sera assuré de recevoir, sans aucune limite, tous les soins dont il aura besoin, où pas un individu ne pourra se trouver dans une situation de détresse. Toutes les autres considérations sur les coûts, les déficits sont des comptes d'apothicaire dont on n'a rien à foutre.

S. BASSON

DEFICITS SOCIAUX

ment — à une discussion franche, chacun sachant que, si l'on veut une meilleure protection sociale, il faudra payer. » Payer comment ? Par l'augmentation des cotisations ou de la fiscalité ? Probablement des deux façons.

Et madame le ministre nous prévient : « S'il faut prendre des décisions courageuses, je les soutiendrai. N'oubliez pas que j'ai eu à expliquer la cotisation de 1% décidée en novembre 81. »

Comme auparavant elle annonçait « un abattement forfaitaire des cotisations patronales afin d'alléger les charges des entreprises de main-d'œuvre », le courage de Nicole Questiaux

née suivante : 10 milliards de solde positif en 1980 et Barre supprime le 1%, 10 milliards de déficit en 1981 et Mauroy rétablit le 1%, 23 milliards de pertes annoncées pour 82...

Cette situation serait due officiellement à la maîtrise insuffisante des dépenses maladie, à l'aggravation du chômage, les chômeurs ayant le toupet d'être malades sans cotiser (jusqu'à présent...), aux dettes patro-

importantes en cas de maladie ou accident, surtout dans les petites et moyennes entreprises. Des invalides, des handicapés se trouvent sans ressources leur permettant de vivre, des chômeurs en fin d'allocation

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

L'HISTOIRE a parfois de curieux itinéraires. Ainsi, voici un peuple dont une partie des membres fut systématiquement vouée au génocide, lequel atteint un point culminant avec le nazisme, et qui aujourd'hui s'acharne à son tour sur un autre peuple, et dont la folie meurtrière des dirigeants constitue un facteur perpétuel de tension au Proche-Orient.

LIBAN

La ratonnade



L'invasion du Liban était attendue depuis des mois, et ce pays martyrisé depuis une dizaine d'années, éclaté en multiples régions sous domination chiite, maronite, syrienne ou palestinienne l'attendait avec appréhension, tant il était persuadé que ce serait le dernier pas vers sa disparition définitive.

Déjà dans la nuit du 14 au 15 mars 1978, l'armée israélienne avait fait une incursion de dix à quinze kilomètres à l'intérieur du territoire libanais, et n'avait été arrêtée que par les Etats-Unis qui, avec l'accord tacite de l'URSS, avaient fait adopter la résolution 425 qui stipulait d'une part que « soient strictement respectées l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance politique du Liban », et d'autre part établissait « sous son autorité une force intérimaire des Nations unies pour le Sud-Liban aux fins de confirmer le retrait des forces israéliennes et d'aider le gouvernement libanais à restaurer son autorité effective dans la région ».

Bien entendu, comme toutes les résolutions qui touchent à cette région, celle-ci ne fut jamais appliquée et le statu quo précaire s'établit : définition d'une zone tampon d'une dizaine de kilomètres où, par commandant Haddad interposé, Israël avait établi son autorité. Juste au-dessus se trouvaient les effectifs de la FINUL (7 000 hommes), force toute symbolique dont le rôle ne fut jamais bien clair. Enfin, au-dessus se trouvaient les Palestiniens contrôlant la zone restante qui s'étend du fleuve Litani jusqu'à Beyrouth en longeant la plaine littorale incluant les villes de Tyr, Saïda et Damour.

Depuis, la tension n'a jamais cessé de tomber : ce fut la restitution du Sinaï avec, en contrepartie, l'annexion du Golan, la destitution de maires palestiniens, une répression féroce qui fit des dizaines de morts (hommes, femmes et enfants confondus) et des centaines de blessés, la politique d'implantation des colonies à outrance.

Début avril, regain de tension avec la liquidation d'un barbouze du Mossad à Paris. Dès lors, une seule question se posait : quand, comment Israël frappera au Sud-Liban ? Le 6 avril, l'un des responsables militaires de l'OLP déclarait d'ailleurs : « Nous attendons une attaque israélienne. Ils tueront et frapperont sans aucune pitié tout ce qui est lié à l'OLP. Ils peuvent attaquer par air, par l'artillerie ou par une invasion terrestre du Sud-Liban. Ils peuvent également attaquer Beyrouth avec leur aviation. »

De fait, prenant prétexte d'un nouvel attentat contre un diplomate israélien en poste en Angleterre, c'est exactement ce scénario tragique qui se déroule au moment où ces lignes sont écrites.

Par terre, par air et par mer, les Israéliens ont décidé d'en finir une bonne fois pour toutes avec les Palestiniens, comme en d'autres temps les Français avaient décidé d'en finir avec les Algériens qui luttèrent pour leur indépendance. Et comme il est difficile de reconnaître un fedayin d'un civil, on massacre sans discernement.

Nous ne savons pas encore comment la situation va évoluer, mais un nouveau massacre est à mettre au compte de la barbarie humaine. Une barbarie alimentée par la mauvaise foi des Occidentaux qui, malgré quelques condamnations verbales du bout des lèvres, se voilent pudiquement la face. Curieusement, Mauroy n'a pas été faire une visite éclair à Beyrouth pour défendre l'intégrité du Liban, la CEE n'a pas organisé un boycottage d'Israël comme elle avait cru bon de le faire lors de l'agression de l'Argentine contre les Malouines.

Les Israéliens sont un pion indispensable dans la géo-stratégie occidentale et à cause de cela il faut bien leur pardonner les quelques facettes de Bégin, comme jadis on avait pardonné celles d'un personnage qui portait une drôle de moustache...

Ben (groupe d'Amiens)

ALGÉRIE

936 MORTS...

SUR ORDONNANCE !

EN huit ans, de 1954 à 1962, la guerre d'Algérie a fait d'innombrables victimes. Un million de tués chez les Algériens. Des dizaines de milliers chez les militaires et les Français d'Algérie. Une guerre « banale », donc. Meurtrière, comme toutes les guerres. Avec ses « bavures ». Mais c'est bien connu, on ne fait pas d'omelette sans casser d'œufs. Avec son cortège de souffrances, d'atrocités. Mais, la guerre, n'est-ce pas !...

Bref, la guerre d'Algérie, c'est un mauvais souvenir. Mais un mauvais souvenir comme il y en a tant. Inévitable ! Mais à oublier ! A oublier, mon cul !

La guerre d'Algérie, en effet, n'appartient pas à ce type de guerre du passé opposant des professionnels de la chose militaire, du genre de celles qui ont opposé la France et l'Angleterre à travers Jeanne d'Arc, Trafalgar ou Waterloo. Ces guerres-là, on arrive à les oublier avec le temps. La guerre d'Algérie, elle, fut d'un autre ordre. Ce fut une guerre moderne. Totale. Qui mit la population au centre du conflit. Ce fut une guerre de type « révolutionnaire ». Politique en tout cas. Et des atrocités dans ce contexte ressemblent à tout sauf à des bavures. Elles sont au centre de la stratégie de ce genre de guerre.

Le FLN avait compris tout cela. Il avait médité l'exemple indochinois et son objectif des premiers jours fut de « mouiller » la population civile. Et cette stratégie s'orientait vers deux directions. Tout d'abord, il y eut l'élimination physique de tous ceux qui pouvaient se révéler être des concurrents pour l'avant-garde autoproclamée de la lutte de libération nationale. Et ce fut la guerre à outrance entre les messalistes et le MNA. En 1956, par exemple, le FLN assassina froidement les 350 habitants du village de Melouza à l'est de la Kabylie, pour la simple raison que les messalistes y étaient dominants. Et les hommes, les femmes, les enfants et les vieillards furent passés par les armes. Et ce fut également l'élimination physique de tous les modérés.

En clair, tous ceux qui n'étaient pas avec le FLN ne pouvaient être que contre lui. Et donc, ils méritaient la mort. Et puis ce fut la campagne de terreur contre tout ce qui était français. Et dans cette optique, être civil, femme, enfant ou autres, n'était pas une circonstance atténuante.

Et ce fut la volonté multiforme de faire entrer de gré ou de force l'ensemble de la population algérienne dans la guerre. Bref, pour le FLN, il n'y avait pas d'innocents. Personne ne pouvait être au-dessus, en-dessous ou à côté de la mêlée. Chaque Algérien devait être un combattant total ou partiel dans la lutte contre l'occupant colonialiste.

L'armée française, quant à elle, fonctionnait sur les mêmes principes. Elle s'était fait étriller

en Indochine et elle en avait tiré les leçons. Elle s'était donc adaptée et préparée à ce type de « guerre révolutionnaire ». Elle avait pris conscience de l'aspect politique du conflit. Et pour elle aussi, la population algérienne fut au centre de ses préoccupations. Et ce fut le renseignement à outrance. Et la torture, bien sûr. Et ce fut les détournements massifs de population. La constitution et l'organisation des harkis. Et ce fut les camps de concentration. Oui, les camps de concentration ! Où l'on « triait » tous ceux et toutes celles que l'on avait rafilé un peu au hasard pour les orienter soit vers des zones « libérées », soit vers des charniers. Bref, là aussi il s'agissait de guerre totale. L'ennemi, c'était tout le peuple algérien. Et comme l'armée française était la plus puissante sur le plan militaire, l'horreur engendrée par la stratégie qu'elle avait adoptée prit une ampleur rarement atteinte dans l'histoire.

Dans ces conditions, la série d'articles publiés par *Libération* les 3, 4, 5 et 6 juin 1982 sur les 936 cadavres algériens découverts « par hasard » à Kenchela dans l'enceinte d'un ancien camp de l'armée française remet la pendule de la guerre d'Algérie à l'heure de la vérité. Car à Kenchela, comme dans bien d'autres camps du même type (la Croix-Rouge en a dénombré 54 du même ordre en 1960), l'armée française, dans le cas précis du 2^e Bureau et la Légion, n'a pas agi différemment des nazis ou des fascistes rouges de la belle époque stalinienne. Elle a fait dans l'extermination à grande échelle. Dans le génocide. Et ce, méthodiquement. Systématiquement. Et ce charnier de Kenchela mis à jour à la faveur de travaux de terrassement n'est que l'un des maillons d'une longue chaîne d'horreurs. Il convient de le savoir, en Algérie, les massacres de cette ampleur n'ont nullement été le fait de bavures. Tout au contraire, ils se sont inscrits dans une logique. Celle d'une « guerre révolutionnaire » où l'enjeu des parties était la population locale. Et à ce niveau, on ne fait pas dans le bricolage.

L'argument de la bavure, en effet, ne résiste pas à l'analyse. Certes, ici ou là, certains fous, malades mentaux notoires, sadiques... « s'illustrèrent » bien, et ce « sans ordres directs » de leurs supérieurs hiérarchiques. Mais, Argoud a eu le courage de le dire; de toute façon, ces soi-disant bavures étaient toujours couvertes après coup. De la Bol-lardière lui-même a cautionné par son silence de tels actes. Et puis, de toute façon, le problème n'était pas là. La manière dont avait été conçue cette guerre impliquait la terreur et l'extermination à grande échelle.

En 1956, le plus légalement du monde, l'armée détenait tous les pouvoirs. Militaire, bien sûr,

mais aussi de police, administratif... Et elle s'est servie de ces pouvoirs pour tenter de prendre l'ensemble de la population algérienne dans ses nasses, pour l'épurer « radicalement » de tous ses éléments subversifs. Alors, qu'on ne vienne pas nous parler de guerre comme les autres à propos de la guerre d'Algérie. Ni de l'honneur de l'armée française. D'une part, toutes les guerres sont intolérables. Et puis, pour ce qui est de celle-là, l'honneur français fut du même ordre que celui des SS. Un honneur perdu à jamais.

Bien évidemment, lors de la parution de ces articles sur le charnier de Kenchela, il y eut des hurlements dans les chaumières militaires et dans celles des nostalgiques du temps béni des colonies. Cela est dans l'ordre des choses. Mais il y eut aussi d'autres types de réactions plus insidieuses. Nombreux, en effet, furent les journaux ou les partis qui déplorèrent ce retour à la surface d'un passé qu'ils souhaitaient voir enterré à jamais. Ceux-là évitaient de se prononcer sur le fond pour s'en tenir exclusivement à la forme. Révéler ce type de faits, disaient-ils, c'était réouvrir des plaies non encore cicatrisées. C'était donc hypothéquer encore un peu plus l'avenir de la réconciliation. Hypocrites, va !

Le peuple algérien sait tout cela depuis longtemps. Un million de morts et un million de blessés sur une population de dix millions d'habitants, ça ne passe pas inaperçu et ça ne s'oublie pas du jour au lendemain. Et pourtant, il faut le dire et le répéter, parce que c'est vrai et parce que cela dénote son extraordinaire maturité, jamais le peuple algérien n'a sombré dans une réflexion anti-Français. La différence a toujours été faite entre l'armée française et le peuple français. Et hier comme aujourd'hui, le Français qui vit ou se promène en Algérie ne subit que très rarement des réflexions « racistes ». Et donc, on ne voit pas pourquoi les Français n'auraient pas le droit de savoir ce que les Algériens savent. Que l'armée française a été une armée fasciste. Mais que cela s'explique avant tout par la logique d'un conflit opposant le colonialisme aux confiscateurs d'une lutte de libération nationale.

Alors, ce lièvre du charnier de Kenchela soulevé par *Libé*, une bonne chose ? Assurément ! Seule la vérité est révolutionnaire. Et puis, on peut bien rêver; à partir de cette découverte de l'horreur programmée, certains continueront peut-être sur leur lancée à réfléchir sur l'armée au quotidien et sur sa logique, et donc seront susceptibles de nous rejoindre dans notre combat antimilitariste. Et à l'heure où Henu cherche à repeindre cette institution de mort aux couleurs de la « démocratie », ce combat reste plus que jamais d'actualité.

Jean-Marc RAYNAUD



Note de voyage en Pologne

LES lignes qui vont suivre rendent compte d'un voyage en Pologne sous l'état de guerre. Ce texte n'a pas la prétention d'être un reportage complet sur ce qui se passe là-bas, mais de donner des indications, des renseignements et des commentaires que l'on ne trouve pas dans la presse occidentale.

La première question que l'on se pose concerne la présence policière. La Pologne est-elle vraiment en guerre ? Sur le chemin de Varsovie, on remarque très vite les barrages de la milice, avec parfois des blindés pour les plus importants. Mais le contrôle, en période calme, est très réduit, voire inexistant pour les étrangers. Pour des raisons de propagande, probablement : combien de personnes reviendront à l'Ouest et diront : « En fait, la milice ne contrôle pas beaucoup. » En revanche, les Polonais sont très souvent contrôlés à ces barrages ou dans les rues des grandes villes, avec bien souvent fouille corporelle et des sacs. Mais l'état de guerre est vraiment visible la nuit. Le couvre-feu, de minuit à cinq heures du matin, vide les rues. Il ne reste plus que les patrouilles des ZOMOS (troupe spéciales anti-répression de la milice) armés de leurs kalashnikovs. C'est à ce moment aussi que l'on sent le plus l'hostilité de la population. A Lublin par exemple, où le couvre-feu commence à 11 heures car la ville est moins pacifiée qu'ailleurs, les ZOMOS patrouillaient par trois dans les quartiers périphériques sans oser descendre bien souvent de leur véhicule blindé. Aux balcons des appartements et dans les halls des immeubles, même à trois heures du matin, il y avait des gens qui les regardaient pas-

ser. C'est une impression que l'on retrouve partout sous des formes différentes : les Polonais se méfient, ils savent que pour l'instant les miliciens sont les plus forts, mais ils n'ont pas peur. Dans les bus, il n'est pas rare d'entendre des discussions sur la situation actuelle, très critiquées bien entendu. C'est à Gdansk qu'on a le résumé de ces impressions : la milice ne contrôle qu'un périmètre de vingt mètres autour de ses patrouilles. Dès qu'elles sont passées, on sent que c'est Solidarność et son esprit qui domine.

La deuxième question concerne la résistance : où en est-elle ? Est-elle perceptible ? Quelles sont ses perspectives ? Il est évident que les Polonais n'en parlent pas immédiatement et spontanément à n'importe quel étranger rencontré dans la rue. Mais s'ils se sentent en confiance, la conversation dévie assez rapidement là-dessus. J'ai retenu deux choses de ces discussions. Premièrement, la résistance s'organise et se structure de plus en plus. Mais elle ne se centralise pas. En effet, la thèse la plus répandue est celle de l'instauration d'une contre-société, d'une société parallèle totalement indépendante du pouvoir, concernant de nombreux aspects de la vie sociale. Cela veut dire une presse libre, une organisation souterraine dans les usines et les quartiers, une grande entraide entre les gens et un refus de collaborer plus qu'il ne faut avec le pouvoir. Cela se traduit dans les faits par la présence de Solidarność dans de très nombreuses usines, même si certaines ne sont pas en relation avec les leaders clandestins, une circulation et une lecture importante de la presse clandestine, un soutien massif des initiatives

du syndicat, etc. Par exemple, Solidarność de Varsovie a publié les noms, prénoms, adresses personnelles et professionnelles, numéros de téléphone, marques, couleurs de la plaque minéralogique des voitures de tous les informateurs de la milice identifiés. Depuis, nombre d'entre eux ont dû déménager.

Solidarność se renforce constamment depuis le 13 décembre, car contrairement à ce qu'éprouvait le pouvoir les gens n'ont pas peur, et plus le temps passe, plus ils soutiennent le syndicat. L'effet de choc et de surprise du coup de force est passé et la tension augmente de nouveau. Les manifestations des 1^{er}, 3 et 13 mai dans tout le pays sont là pour le prouver, comme les appels récents pour préparer la grève générale, appels qui viennent des usines et non des structures clandestines.

Une nouvelle épreuve de force risque donc d'avoir lieu bientôt avec le pouvoir pour le forcer à négocier, c'est-à-dire à admettre de nouveau Solidarność. L'optimisme est de rigueur, car les manifestations de mai ont prouvé la force de la résistance, malgré les nombreuses arrestations. Et à Varsovie, on dit que le 3 mai, à Szczecin, les forces de répression ont été rejetées hors de la ville. Solidarność a été maître de la ville pendant deux jours.

Pour finir, il faut parler de l'humour dont les Polonais font preuve sous l'état de guerre. De très nombreuses histoires drôles circulent sur Jaruzelski (le général Somoza) et ses alliés. Par exemple, question posée lors des Etats-Unis coupent leurs exportations vers l'URSS fin décembre : « Qui est le plus touché par cette mesure ? ». Réponse : « Brejnev, car il n'aura plus de pièces détachées pour lui. » Peu après la mort de Souslov, elle est améliorée par une réponse à la réponse : « Maintenant on pourra les prendre de Souslov. » L'humour transparait aussi dans les actes. En Silésie, la milice passe souvent des heures à capturer des chiens errants que des mains inconnues, mais sacrilèges, ont affublés de lunettes noires et d'une casquette de général. A Wrocław, le 1^{er} Mai, la manifestation officielle a été annulée au dernier moment car les gens venaient tous pieds nus.

Si on ne peut pas prévoir qui de Solidarność ou de Jaruzelski va remporter la bataille qui s'est engagée le 13 décembre, une chose est certaine : ce n'est qu'un faux calme qui règne en Pologne. Il n'a rien à voir avec une normalisation à la tchécoslovaque, contrairement à ce que le régime voudrait faire croire. La Pologne, une affaire à suivre...

P.J.

R.F.A.

FOIRE MILITAIRE A HANOVRE

DU 18 au 20 mai 1982, s'est tenue à Hanovre la Foire internationale de l'électronique militaire (IDEE : International defence electronic exposition). Les marchands d'armes de tous les pays ont exposé leurs nouveautés et conclu des marchés pour le massacre organisé.

Il s'agit de la sixième exposition de ce genre qui se déroule en RFA. En fait, l'idée d'une foire internationale avait été lancée par une société anglo-américaine, Kiver Communication, et s'était concrétisée pour la première fois en 1972 à Chicago. A l'époque, on l'avait baptisée MEDE (Military electronic defence exposition). Mais les protestations qu'elle souleva dans les milieux pacifistes et antimilitaristes contraignirent les organisateurs à renoncer à Chicago et même à « exporter » leur foire à l'étranger. La Kiver Communication avait retenu la RFA.

En 1976, une première foire se tenait à Wiesbaden (5 000 visiteurs), une seconde en 1979 (9 000 visiteurs). La dernière, en 1980, a tellement été contestée — manifestations, climat de guerre civile — que la ville de Wiesbaden renonça, elle aussi, à servir de cadre à cette exposition et rompit le contrat avec la Kiver Communication. Celle-ci, loin de se décourager, chercha une nouvelle ville accueillante : ce fut Hanovre.

Hanovre est une ville particulièrement bien choisie, car en même temps que l'IDEE, devait s'y tenir une exposition internationale sur l'aviation (ILA) à laquelle se rattache le Forum international de l'hélicoptère (IHF). Occasion rêvée, donc, car le public intéressé par l'une viendra — cela va de soi — admirer les nouveautés de l'autre !

En dehors des militaires, des services secrets et des experts en armements, les pays du Tiers-Monde, notamment ceux des points chauds du globe (Chili, Salvador, Proche-Orient, Corée, Pakistan...) témoignent un intérêt particulier à ces expositions.

Bien évidemment, ce genre de manifestation ne se déroule pas sans commentaires ni réactions, d'une part dans les milieux officiels, d'autre part dans les milieux antimilitaristes. L'attitude du SPD a été des plus équivoques. Après les mouvements importants de protestations à Wiesbaden en 1980, la section locale du SPD s'était énergique-

ment opposée à la tenue d'une foire internationale. Elle avait envoyé une lettre à tous les groupes SPD des villes habituellement retenues pour les expositions électroniques. Les organisateurs de la foire recherchaient un nouvel endroit et en leur demandant de ne conclure aucun contrat d'exposition. La section SPD, majoritaire à Hanovre, déclara en décembre 1980 prendre les mesures adéquates.

Depuis, l'eau a coulé sous les ponts et par souci de tactique électorale — le SPD subit actuellement certains revers — le maire de la ville de Hanovre a déroulé le tapis rouge pour accueillir les exposants.

Le mouvement pacifistes et antimilitaristes, de leur côté, voulaient à tout prix manifester contre cette exposition. Venus des horizons politiques les plus divers, trois tendances se sont dégagées, et il n'y a eu aucune possibilité de résistance collective.

Les groupes pacifistes noyautés par les sociaux-démocrates et certains comités de citoyens ont manifesté dans le centre de Hanovre le 14 mai. Les groupes pacifistes proches de la GABL (liste écologiste-alternative qui occupe quatre sièges depuis septembre au Parlement), ainsi que divers groupes autonomes ont appelé à manifester le 15 mai depuis le port jusqu'aux grilles de l'exposition. Et enfin, la dernière tendance représentée par les pacifistes non violents a appelé à une manifestation pour la paix, devant les grilles, également le 15 mai.

Malgré le caractère décevant de ce mouvement de contestation, celui-ci est la première campagne d'envergure contre la production d'armements en RFA. Environ 10 000 entreprises sont directement liées à la production d'armes (AEG-Telefunken, Siemens, Hoechst, etc.). Cette combinaison IDÉE-ILA-IHF assure un débouché certain pour l'industrie d'armements ouest-allemande. Face à l'importance de ces marchés pour l'économie du pays, Helmut Schmidt a tenu à présider l'ouverture de l'exposition internationale de l'aviation.

C'est dans les coulisses de ces expositions, entre autres, que se préparent les présents et futurs charniers de l'histoire.

Martine
(liaison Bas-Rhin)



COMMUNIQUÉ

VOICI les quelques renseignements que nous ont donnés des personnes actives dans le mouvement social polonais depuis 1980 sur l'anarchisme en Pologne : elles connaissaient, avant le 13 décembre 1981, un groupe anarchiste à Varsovie, un autre à Wrocław et plusieurs individus dispersés dans le reste de la Pologne. Elles ont eu connaissance d'une brochure, *Mon Credo social*, de Maximoff, publiée à l'université de Varsovie. Une revue publiée également dans cette université, *Nowa Gazeta Mazowiecka*, de tendance trotskyste et marxiste anti-totalitaire, a fait paraître quelques textes abordant l'anarchisme, notamment russe.

Le groupe de Varsovie s'est retrouvé en prison le 13 décembre. Il n'y a plus de contact depuis cette date avec le groupe de Wrocław et avec plusieurs individus de province ; d'autres sont toujours libres. Juste après le coup d'Etat, un groupe à Varsovie a publié de nombreux tracts. Ils étaient anarchisants et non anarchistes. Depuis quelques mois, il a cessé apparemment toute activité, probablement par manque de matériel d'impression et non à cause de la répression.

Transmis par la revue *Iztek*

CES jours derniers, il a été question, dans la presse, de ce personnage légendaire qu'est Garibaldi, dont on célébrait le centenaire de la mort. Il nous a semblé utile, à cette occasion, de publier ce qu'écrivait dans le numéro du 10 juin 1882 du journal *Le Révolté* Errico Malatesta, peu de temps donc après la mort du célèbre révolutionnaire italien.

Garibaldi est mort. Les événements auxquels il a si puissamment contribué sont trop récents ; les luttes qui se sont engagées autour de son nom sont encore trop vives pour qu'on puisse prétendre donner sur lui et sur son œuvre une opinion qui ait toute l'impartialité et la juste mesure d'un jugement historique.

J'ai combattu longtemps Garibaldi et le Garibaldisme et j'en suis resté toujours l'adversaire décidé. Dès mon entrée dans le mouvement socialiste, je rencontrai sur le chemin de l'Internationale en Italie cet homme, je dirai mieux, ce nom, fort de toute sa gloire formidable, de son immense popularité et de la grandeur incontestée de son caractère. Plus dangereux que d'autres grands adversaires, à cause de son attitude inconsciemment équivoque, de ses adhésions vite retirées ou faussées — je fus bientôt convaincu que tant que Garibaldi ne serait écarté, le socialisme en Italie resterait une vide phraséologie humanitaire, une falsification du vrai socialisme — et je le combattis avec la conscience d'accomplir un devoir, peut-être même avec l'exagération d'un néophyte, méridional par-dessus le marché. Eh bien ! quand j'ai reçu la nouvelle de sa mort, j'ai senti un serrement au cœur : j'ai retrouvé ce sentiment douloureux qui me surprit, tout jeune alors, à l'annonce de la mort de cette autre grande figure italienne, Giuseppe Mazzini, alors même que j'étais engagé dans une polémique contre son programme.

Garibaldi a été incontestablement un des hommes les plus extraordinaires du siècle. Nature riche et puissante, il a aimé son pays, le peuple, l'humanité avec toute la force de son cœur de géant. Il débute dans la vie en sauvant la vie d'un homme au risque de la sienne ; il la continue en se faisant conspirateur ; il la complète en parcourant le monde avec sa forte foi et son épée glorieuse pour servir, en chevalier errant de l'humanité, ce qu'il croyait être la cause de la liberté et de la justice.

GARIBALDI

Pourtant, à quoi a servi sa vie ? Garibaldi, qui par le cœur embrassait toute l'humanité et présentait tous les problèmes et toutes les solutions du socialisme, n'était pas par la tête au-dessus de la moyenne des esprits en Italie avant l'unification. L'expulsion des Autrichiens, et en général le triomphe du principe de nationalité ; l'abolition du pouvoir temporel du pape, voire même la destruction du catholicisme et puis une bizarre république, imaginée dans les cabinets ou dans les cachots, qui sentait Rome et le christianisme — voilà le programme, duquel les patriotes italiens attendaient la régénération de l'Italie et du monde. Et ils y croyaient avec une telle force, et un si grand amour, qu'ils ont gémi dans les prisons, versé leur sang sur les champs de bataille, monté sur les gibets, ont souffert la torture avec un enthousiasme et une constance qui sont l'honneur de l'espèce humaine.

Celui qui connaît l'état actuel de l'Italie comprendra combien étaient illusoires les espérances de ces braves — et Garibaldi, qui a été du petit nombre de ceux que le milieu corrompé du pouvoir n'avait pu atteindre, a dû en avoir le cœur déchiré.

À part les conséquences naturelles du programme erroné, on peut retrouver dans la carrière de Garibaldi des fautes qui lui sont personnelles. Il est, dans sa vie, arrivé à un degré de puissance que peu d'hommes ont atteint — et il a laissé son programme inachevé. Vingt-deux ans après l'expédition de Marsala, un pape et un roi sont encore à Rome ! Je crois que Garibaldi aurait pu en 1860 écraser la papauté et faire la république italienne ; et si cela avait amené la guerre civile et l'invasion étrangère, tant mieux ! Le mouvement de 1860 aurait pu devenir une véritable révolution, et l'Italie aurait renouvelé les miracles de la France de 92. Je crois que depuis, Garibaldi aurait pu maintes fois débarrasser l'Italie de la monarchie, et que non seulement il ne l'a pas fait, mais il a servi longtemps comme soupape de sûreté de la monarchie.

Et tout cela s'explique, selon moi, par le fait que Garibaldi, si audacieux dans la guerre, était timide en politique. Il a eu peur de remettre en question les conquêtes acquises, il a eu peur de la guerre civile... peut-être a-t-il eu peur aussi de résister à son entourage et de manquer à la parole qu'un roi jésuite avait pu lui extorquer, comme prix d'un appui douteux et intéressé ?

Quoi qu'il en soit, honorons la mémoire d'un des esprits les plus largement humains, d'un des cœurs les plus vaillants d'Italie — et rappelons-nous qu'il nous a montré comment un peuple peut combattre et vaincre.

Rappelons-nous surtout l'exemple qu'il nous a donné, les quelques fois qu'il s'est décidé à jeter son épée au travers des projets pratiques des doctrinaires.

Errico Malatesta

Prochains programmes de Radio-Libertaire

- Jeudi 17 juin : « La vie d'artiste » (16-18 h) : « Le fou voyou ». L'art parallèle ;
- « L'invité quotidien » (18-22 h) : Jean Poutet parlera de l'Argentine et de la colonisation anglaise.
- Vendredi 18 juin : « L'invité quotidien » (18-22 h) : les cités jardins d'Arcueil ;
- « Je veux aller sur la rive d'en face » (22-24 h) : avec l'invité Gilbert Descossy.
- Lundi 21 juin : « L'invité quotidien » (18-22 h) : l'association INTI, l'assimilation des populations amérindiennes.
- Mardi 22 juin : « Debout les damnés de la terre » (6-9 h) : thème abordé au cours de l'émission : l'amour et les relations interindividuelles ;
- « La mémoire sociale » (10-12 h) : analyse de la révolution russe.
- Jeudi 24 juin : « L'invité quotidien » (18-22 h) : Le Comité Schenkel.

GALA DE SOUTIEN A RADIO-LIBERTAIRE LUNDI 28 JUIN — 20 h (précises) — BOBINO

Grille des programmes de Radio-Libertaire

HEURES	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI	SAMEDI	DIMANCHE
6 à 7	Ne vous levez pas du pied gauche	Debout les damnés de la terre	Ne vous levez pas du pied gauche	Le crépuscule des dieux	Ne vous levez pas du pied gauche		
7 à 8	- Les titres de l'actualité	- Actualités					
8 à 8.30	- Infos	- Musique, infos					
8.30 à 9	Micro-musique			Micro-musique	Micro-musique		
9 à 10		Micro-musique					
10 à 11	Longtemps après que les poètes...	La Mémoire sociale	Chronique syndicale		Spécial prison	Croissant show	
11 à 12				Archives sonores			
12 à 13		Musique-détente			L'économie au service de l'homme	Chronique syndicale	
13 à 14	Le magazine pour rire (100% chansons d'expression française)	Le Magazine pour rire	Festival				
14 à 15		- Questions d'auditeurs sur un thème		Musique-détente	Le magazine pour rire	CNT espagnole (Emission en espagnol)	
15 à 16		- Invité	Pour les jeunes	La vie d'artiste			
16 à 17							
17 à 18	L'invité quotidien		L'invité quotidien	L'invité quotidien	L'invité quotidien	Les doigts dans le nez	Jazz en liberté
18 à 19	- Invité	L'invité quotidien				- Discussion autour d'un thème	
19 à 20	- Revue de presse					- Infos diverses	
20 à 21	- Annonces						Trisomie 21
21 à 22	- Invité						- Jazz
22 à 23	L'Echo des savates	Vous avez dit Bigard...	Harmonie du soir	Sans frontière	Je veux aller sur la rive d'en face	Magazine du cinéma	- Bande dessinée
23 à 24	- Voyage	- Science-fiction	- Musique				- Rock'n Reggae, etc.

BANDES DESSINÉES

NESTOR BURMA
À L'ÉPREUVE DE LA B.D.

ROMAN à l'écart, dans la série des Nouveaux Mystères de Paris, *Brouillard au Pont de Tolbiac* a failli être adapté plusieurs fois à l'écran. Heureusement pour nous, ces projets n'aboutiront jamais. Car aujourd'hui, grâce à l'habile crayon de Tardi, Nestor Burma devient le héros d'une bande dessinée, obligeant ainsi Léo Malet à devenir moins sévère dans sa critique vis-à-vis du 9^e art. Quel metteur en scène aurait pu rendre avec autant d'exactitude le climat angoissant de ce superbe roman ? Comment aurait-il pu redonner vie au Paris des années 50, disparu depuis au nom de la rentabilisation de l'espace ? Tardi, grâce à l'utilisation savante de la palette des noirs et des blancs, nous rend fascinant le décor naturel de l'enquête de Nestor Burma.

Nous retrouvons Belita Moralès, la gitane, arrachée des griffes d'une famille envahissante par Albert le Nantais alias Abel Benoît, chiffonnier, ancien résidant du foyer végétalien. Foyer-refuge, dans les années 20, des camarades anarchistes qui firent l'éducation politique du jeune Nestor Burma, vendeur de journaux à la criée, comme le fut à l'époque Léo Malet.

L'assassinat d'Abel Benoît sera le détonateur d'une longue enquête où Nestor Burma, détective, retrouvera ses anciens compagnons.

Tardi, donnant enfin sa vraie dimension au célèbre détective, nous entraîne dans ces rues sombres, dans ce Paris inconnu où grouillent la vie et la mort, à la recherche de la clef du mystère de l'affaire du Pont de Tolbiac.

Fidèle à son habitude, Nestor Burma déboussolera ce mystère et le mettra knock out, recueillant dans ses bras le dernier soupir de Belita Moralès, innocente victime de cette étrange ode au 13^e arrondissement.

Léo Malet, Tardi, un rendez-vous à ne pas manquer !

Erick

Brouillard au Pont de Tolbiac, BD Les Romains (à suivre), éd. Casterman. Roman : édité à la librairie de la Butte aux Cailles.

CINÉMA

« REDS »

LE coup était foireux. Dès le départ, j'aurais dû me méfier : trois Oscars Hollywood, des milliers et des milliers d'entrées, des critiques excellentes mis à part Tesson qui vomissait que c'était un film gauchiste. Un film américain gauchiste, tiens, je n'avais jamais eu conscience que cela pouvait exister. Il ne faut jamais trop croire *Le Quotidien de Paris*.

A bien entendre la critique, le film était un réquisitoire contre la civilisation américaine. C'est à ce moment-là qu'on se pose la question : quel est le plus con, la critique ou moi ? Réflexion faite, je préfère croire que c'est la critique, pour plusieurs raisons : pour mon moral personnel d'abord ; pour avoir vu, splendidement mis en scène, le chef du Labor Party américain coiffé d'un porte-voix au cours d'une réunion, houleuse il est vrai !... Bien sûr, me direz-vous, la gauche n'a jamais été... connue pour son entente cordiale, mais n'y a-t-il pas là volonté de ridiculiser les luttes ouvrières ?

Plus loin, le metteur en scène nous présente le train de la révolution arrivant (Zinoviev et Jack Reed en tête) dans les parties musulmanes de l'URSS : Jack Reed fait un discours enflammé à une population enthousiaste. Mais il s'avère à la fin du discours que Zinoviev avait quelque peu transformé le texte initial du héros : oh, rassurez-vous, trois fois rien, il aurait remplacé le mot « lutte de classes » par « Guerre sainte » ; certes, ceci est

certainement une pratique courante chez tous les politiciens du monde... (1).

Mais peut-être ai-je été intoxiqué par la critique et toutes ces impressions n'ont été dictées que par la déception. Il n'en demeure pas moins que le film est long, affreusement long, désespérément long, et que les seules personnes restées éveillées étaient sorties dès le premier quart d'heure ou avaient amené leurs thermos de café.

Ce n'est qu'une immense suite de longueurs, une longue suite de clichés sur la difficulté de mener de front vie de couple et action politique, qui n'est interrompue que par des pseudo-témoignages parfois drôles, mais souvent insipides et insignifiants. Dieu merci, le film est, sur un plan technique, irréprochable (oscar de la meilleure photo mérité, hé oui !). L'interprétation est bonne, sans plus.

Le seul intérêt du film est d'apprendre qu'il y a un américain (l'auteur de *Dix jours qui ébranlèrent le monde*) qui est enterré au Kremlin. Mais maintenant que vous le savez, ce n'est plus la peine d'aller voir le film. Gilles

(1) Certes, ceci est certainement une pratique courante chez tous les politiciens du monde, mais y a-t-il ici vérité historique ou volonté du metteur en scène d'attaquer la révolution de 17 pour la plus grande gloire de l'immobilisme américain ? Bref, ce genre de séquences sont-elles véritablement très honnêtes ?

CINÉMA

« Missing »
de Costa Gavras

UN coup d'Etat militaire quelque part en Amérique latine. Un journaliste américain qui finit par en savoir trop sur l'implication des services secrets et des militaires américains dans ce putsch fasciste. Il disparaît donc, liquidé par les nouveaux maîtres du pays, comme tant de milliers de militants de gauche. C'est alors la vaine recherche du père et de la femme du reporter pour retrouver le disparu, recherche qui débouchera bien sûr sur le cadavre de Hormann, citoyen américain abattu après interrogatoire poussé par la junte militaire.

Missing n'accuse pas uniquement le gang Pinochet et les fascistes chiliens ; il dénonce tous les pouvoirs totalitaires et répressifs, tous les tortionnaires mis en place par les Etats-Unis pour sauvegarder leurs intérêts économiques en Amérique latine. Le seul nom réel (Santiago) apparaîtra à la fin du film sur le cercueil qui ramènera le corps de Hormann aux USA.

Si on retrouve plusieurs facettes dans ce film politique, résolument engagé contre les Etats-Unis (et pourtant réalisé là-bas, enfin, l'argent n'a pas d'odeur), le côté mélo s'estompe face à l'angoisse dégagee par l'état de siège, le couvre-feu, le terreur militaire dans les rues, les autodafés, les tortures, les massacres qui, pas un seul instant, ne disparaissent du film. C'est le cauchemar ; le film respire la peur, la crainte continue que tennaillent les habitants de Santiago.

Ce film enfonce-t-il des portes ouvertes comme l'ont fait remarquer un certain nombre de critiques ? Certes, ce n'est pas au courant de ce qui se passe en Amérique latine ? Et puis, 1973, c'est déjà loin, presque dix ans. Costa Gavras ne fait-il que rabâcher des vieux clichés usés par *Il pleut sur Santiago*, *La Spirale* et autres films consacrés au putsch chilien ? C'est possible, mais de toute manière, face au flot de débilittés cinématographiques qui envahissent les salles obscures, un tel film n'est jamais de trop.

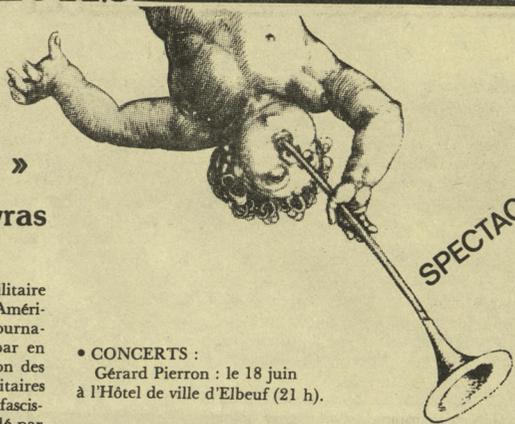
Que les fans de l'actualité au cinéma se rassurent, nous aurons certainement un prochain film sur un certain 13 décembre 1981 en Pologne, ils seront ainsi comblés.

En attendant de faire mieux, et un peu plus près.

Patrick (groupe d'Angers)

LIVRES EN VENTE
A PUBLICO

- Trotsky, le Staline manqué, Huhm 25 F
- Les Porteurs de valise, Hamon et Rotman 29 F
- L'Homme et la terre, E. Reclus (2 vol.). Chaque, 30 F
- Volonté anarchiste (du N° 1 au 6, sous étui) 60 F



• CONCERTS :
Gérard Pierron : le 18 juin à l'Hôtel de ville d'Elbeuf (21 h).

• THÉÂTRE :
Le Living Theatre présentera *L'Homme-Masse* de Ernst Toller à l'Atelier de l'Epée de Bois (Cartoucherie, route de la Pyramide, Paris 20^e) les 18, 19, 22, et 23 juin à 21 h et le 20 à 16 h. Inspirée de l'insurrection bavaroise de 1918-1919 qui donna naissance à la République des conseils de Bavière, dont G. Landauer et Mühsam furent les principaux leaders et à laquelle E. Toller participa, cette pièce pose le problème du conflit entre la violence révolutionnaire et l'idéal pacifiste. Elle montre que le combat entre l'homme et les masses se déroule en même temps dans la société et à l'intérieur de l'homme. Philippe

ACEDO EXPOSE A PUBLICO

ON peut voir, au 145, rue Amelot, des reproductions en couleurs et grand format de peintures de José-Luis Acedo. La date de clôture de l'exposition est indéterminée : il vaut mieux aller voir le plus tôt possible...

La citation de quelques titres de tableaux d'Acedo aurait suffi à remplir cet article. C'eût été pratique et reposant... Et — l'auteur se refusant à expliquer ses toiles ne me contredira pas — honnête. Je ne les ai plus en tête. Tenter de les retrouver plairait à ce peintre qui propose des images pour susciter la réflexion, l'interprétation. J'oserais donc plutôt une sorte de traduction personnelle. Dans l'auberge de cet Espagnol où il est question de bananes, de léopards, de cornes de rhinocéros... j'ai apporté « La Chute d'Icare » par Brueghel, et le temps ; des facettes de Jérôme Bosch, et la critique ; des allures japonaises, et l'émotion du regard ; tout un foisonnement de crudités mentales... A travers mes références et mes symboles, le réel reparait : la nature, les gens, les aliénations, les possibles. Mais dans cette version, l'atmosphère communique des éléments salutaires : finesse, vitalité, souplesse, subtilité. Je n'irai pas jusqu'à dévoiler un message prétendument reçu, mais c'est un peu comme s'il était conseillé de ruser avec humour et détermination contre les pièges de la vie en y prenant plaisir.

Entre la personnalité du peintre (jeune, dynamique...) et les circonstances de son travail (il exerce, par ailleurs, une profession à plein temps), il convient de s'attarder sur sa production. Elle est pleine d'énergie et d'une naïveté qui n'est plus celle des débutants et ne semble pas devoir devenir celle d'un douanier : c'est celle d'un artiste, d'un autodidacte qu'aucun diplôme ne pousse à se croire accompli et qui ne cesse de se perfectionner. Chaque image choque, puisqu'elle est nouvelle dans sa construction, et c'est là l'intérêt. Le choix est plus ou moins fécond selon le temps qu'on y consacre... L'ensemble me fait l'effet d'une ouverture musicale dont le brio attire l'attention et où un certain mystère demeure, qui la retient. On attend l'ouvrage. J.-L. Acedo exposera ses peintures à la rentrée. Nous en reparlerons. Et il préparera quelque chose d'autre, comme des sculptures, en trois dimensions, et même plus : avec le temps...

Jean Touzot

SÉLECTION



RADIO

— *France-Culture* : le 19 juin à 20 h : *Coloquiste des tropiques*, de Pierre Louki. Avec Claude Pieplu. Louki enfin reconnu !
Le 20 juin à 14 h 05 : *Petouchkov*, d'Ivan Tourgueniev. Une nouvelle romantique d'un des grands auteurs russes du 19^e siècle.



TÉLÉVISION

— *TF1* : le 21 juin à 20 h 30 : *L'Odyssée du futur*, des frères Borganoff. De l'énergie pour un million d'années. Attention, on risque de nous faire un coup de marketing sur la fusion nucléaire.
Le 22 juin à 22 h 50 : *Les vaisseaux de l'azur*. Les dirigeables ont-ils encore de l'avenir ?
— *A2* : le 17 juin à 16 h 35 : *Les enfants en question : l'enfant et son père*. L'évolution de la condition enfantine depuis le 18^e siècle.

Le 19 juin à 18 h 20 : *Carnets de l'aventure : Expédition Alcanadre*. De gigantesques canyons, dans la province de Huesca (Espagne). Unique en Europe.

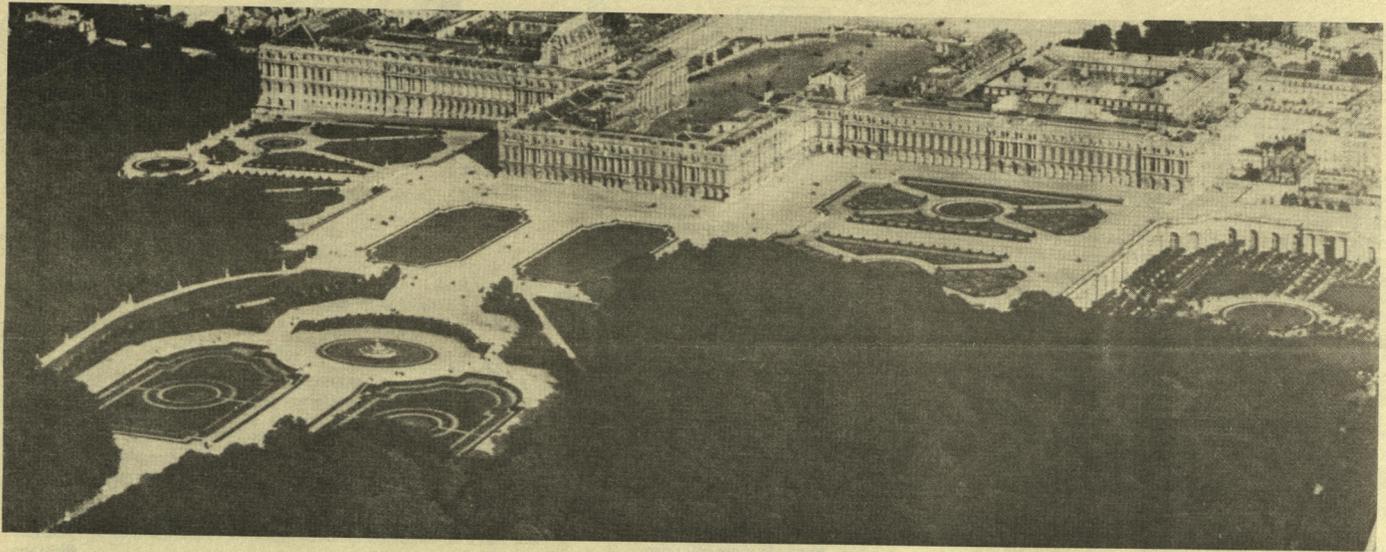
Le 21 juin à 17 h : *Yatat*, nouveau désert, nouveaux seigneurs. Le choc du pétrole dans un émirat arabe.

Le 22 juin à 20 h 40 : *Docteur Jerry et mister Love* (1963). Sûrement le meilleur film de Jerry Lewis.

Le 23 juin à 14 h 02 : pour ceux qui le peuvent, ne pas rater l'émission *Terre des bêtes* consacrée à Darwin.

— *FR3* : *En Revoir*, de Charles Tordjman. Une création du Théâtre populaire de Lorraine. Une méditation sur le pays minier. Du 19 au 25 juin, *Préludes à la nuit*, avec en particulier Jean-Pierre Rampal.
Le 20 juin à 22 h 40 : *La Habanera* (1937). Un classique rétro de Detlef Sierk.
Le 22 juin à 20 h 35 : *La victoire en chantant*, de J.-J. Annaud. Tout le désiroire de toutes les guerres.

Le 22 juin à 22 h 05 : *Mémoires de France* : le dernier « Groustet », 1507. Le témoignage du dernier survivant de la révolte des vigneronns en 1907.



Les hommes politiques pataugent dans la merde

A Versailles, les lumières se sont éteintes, le rideau est tombé ! Rentrés chez eux, les chefs d'Etat vont s'empresser de tirer profit, pour leur politique intérieure, des retombées de l'opéra Grand Siècle monté pour amuser le badaud ! Mitterrand ne pouvait manquer pareille occasion pour faire, au cours de sa conférence de presse, un de ces discours dont il a le secret, où il brasse tous les sujets, survole l'horizon économique mondial et, nouvelle Jeanne d'Arc, se pose en rédempteur. Le bougre n'a pas manqué sa rentrée. Il n'a pas même manqué à cette partition sur laquelle il inscrivait son oratorio le bruit des bottes qui, en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud, retentit de façon lancinante dans la conscience des hommes. Je suppose que dans la salle rococo du palais de l'Élysée, en parlant à la presse, il avait encore en mémoire le cadre historique, les personnages historiques qui pendant un week-end, ont foulé le pavé du roi, tableau éloquent où il n'a manqué que les hordes affamées venant chercher à Versailles le boulanger, la boulangère et le petit mitron.

A l'Élysée, Mitterrand nous a parlé du chômage, de l'inflation, de la production, de la monnaie, du commerce, enfin de tous ces problèmes qui prennent à la gorge la société capitaliste libérale et dont les retombées sont ressenties non seulement par les populations des sept pays les plus riches du monde, mais par voie de conséquence par celles de tous ces autres pays, sous-développés, dont le sommet de Versailles a tout juste trouvé le temps nécessaire pour leur jeter l'os traditionnel à ronger. Problèmes importants pour les travailleurs que ceux évoqués à la conférence de presse, problèmes dont ils ressentent toute l'acuité à la fin de chaque mois lorsqu'ils doivent boucler leur budget, problèmes qui nécessitent de la clarté et où l'on doit soigneusement séparer les effets des causes avant d'en déterminer les remèdes. On avait déjà parlé de tout cela à Versailles, entre la poire et le fromage, et le président, l'air plus inspiré que de coutume, a essayé de faire passer dans sa conférence de presse tout ce vent qui avait rafraîchi les grands de ce monde affalés dans les fauteuils des petits maîtres du 18^e siècle sous les lambris du château.

Le sommet de Versailles a été un bide où rien n'a été traité sur le fond. Il ne pouvait pas en être autrement, le projet des politiciens qui dirigent les sept nations les plus riches du monde n'est pas de construire une communauté internationale basée sur la liberté, l'égalité, la justice sociale, mais de faire vivre le plus longtemps possible une économie de classes, plus ou moins adaptée aux circonstances,

dans un type de société qui se désagrège. Leur propos consistait à chercher le moyen de perpétuer les inégalités entre les hommes et les nations, de façon la moins choquante possible, de manière à ce que les peuples résignés acceptent comme une fatalité inéluctable les sacrifices qu'on leur impose. Projet difficile autour duquel les différents partis politiques dans le giron se relayent suivant la conjoncture...

aboutir à aucun résultat susceptible de freiner la crise, car tous, sous une phraséologie différente, se maintiennent dans le cadre du système économique en place sans chercher les racines profondes du dépérissement que sont le vieillissement du système, l'évolution des esprits, la prise de conscience des pauvres, l'incroyable avidité des riches, les contradictions d'un pouvoir qui se déchire entre les mains de ceux qui se le disputent.

Au cours de sa conférence de presse, Mitterrand a fait une constatation capitale. En dressant le bilan de la première année de son septennat, il a déclaré que la crise n'avait pas cessé de s'aggraver partout dans le monde. Et c'est vrai !

La crise, depuis 1974, a touché tous les Etats, quelle que soit la forme politique ou économique de leur régime, quelles que soient les méthodes appliquées pour la réduire. A cet instant, la crise ne relève plus du remède miracle que la droite comme la gauche inventent pour la juguler, mais de la nature même du régime économique qui l'engendre. Barre, Delors ? Les méthodes employées sont les mêmes, ne peuvent être que les mêmes dans la mesure où l'on ne touche pas au système, et les propos de Mitterrand, refusant de parler de la « pause » mais parlant de la deuxième étape et évocant les parcours plats ou montagneux du Tour de France, sont de la même eau ! Delors, comme Barre, a refusé de faire sauter les verrous que sont la répartition hiérarchisée du revenu national, la nature de l'échange basé sur le profit, le caractère de la production orientée non pas dans le sens des besoins mais dans celui des intérêts du capital. Barre, comme Delors, a été enserré dans un cadre étroit d'où il lui était interdit de sortir, et leurs méthodes ne peuvent que choisir un chemin parallèle, simplement différencié par le langage ou par une marge étroite qui ira en se rétrécissant chaque fois que la crise s'aggravera, et elle continue de s'aggraver !

Pour ma part, et nos lecteurs le savent, je n'ai jamais dit autre chose que ce que pudiquement Mitterrand a laissé échapper et que personne n'a relevé. Il y a quelques années, j'avais écrit que dans le cadre du système économique de profit,

il n'y avait pas d'autre politique économique que celle de Barre, et celle que feront Mitterrand et son gouvernement à travers les nationalisations ne sera rien d'autre que du « barrisme » sans l'ineffable monsieur Barre !

Mitterrand a cherché à rassurer l'opinion en avançant cinq propositions susceptibles de redresser la situation économique du pays !

La croissance, d'abord. Quelle croissance ? La croissance suppose des investissements que le capital privé, rendu prudent, refuse. Le gouvernement compte sur les nationalisations pour dégager les sommes nécessaires et servir d'entraînement. Mais dégager des sommes pour les investissements suppose un relèvement des tarifs ou du prix de revient des objets fabriqués, donc le relèvement de leurs prix de vente sur le marché intérieur comme sur le marché extérieur, ce qui, dans le premier cas, ne facilitera pas — c'est le moins qu'on puisse dire — la crème du président ; et dans le second cas, ce qui accentuera le déficit de notre balance commerciale. Pour que ces investissements soient compensés, il faudrait bloquer la masse salariale ou réduire considérablement la hiérarchie des salaires et frapper lourdement par les impôts les fortunes ou les revenus excessifs, c'est-à-dire remettre en question l'économie de marché basée sur le profit et les hiérarchies ce que, pas plus que Barre, Delors n'a l'intention ni le pouvoir de faire !

Les nationalisations, ensuite, qui reportent sur l'Etat le soin de maintenir le capital et de distribuer sous forme de hauts salaires ce qui constituait autrefois des dividendes. Elles changeront la nature de l'exploitation du travail sans en modifier le fond.

La recherche. Chacun le sait, la recherche a un caractère gratuit à ses débuts. Lorsqu'elle devient productive, alors elle remet en cause les emplois et accentue les difficultés économiques entre les classes âgées rejetées de la production et les jeunes formés aux disciplines modernes. C'est le métier Jacquemard, avec son cortège d'hommes condamnés au chômage. Une seule solution, la diminution massive des heures de travail, la réduction de la hiérarchie des revenus. Delors, pas plus que Barre, n'est décidé à une révolution économique profonde qui mette en question les classes qui constituent la société.

Puis la solidarité. Un bien grand mot dans la bouche des politiciens. Mitterrand avance que si le gouvernement frappe vigoureusement les gros, les petits accepteront plus facilement un sacrifice. Le président nous prend pour des cons ! Quelle égalité y a-t-il entre un ouvrier

juste au-dessus du SMIC auquel on prend 100 francs qui vont lui manquer et un haut dirigeant qui gagne 30 000 francs par mois et auquel on va sucrer 1 000 francs. La solidarité, la seule, la vraie, c'est l'égalité des revenus. Tout le reste n'est qu'un aménagement destiné à faire payer les pauvres, en privant les riches d'un gadget.

Sans oublier la coopération internationale, rappelle Mitterrand ! Mais l'évolution de l'économie mondiale, dont j'ai souvent parlé ici, raréfie les acheteurs potentiels, multiplie les producteurs des pays en voie de développement produisant à des prix que ne peuvent concurrencer les pays riches. Cette coopération ouvre les marchés, y compris le nôtre, à des importations rentables pour la petite-bourgeoisie commerçante après au gain et sans scrupules superflus.

Le plan en cinq points présenté par Mitterrand à sa conférence de presse paraît dérisoire devant le gâchis international qui ne fera que s'accroître au cours des années à venir.

Mitterrand et son équipe ne cherchent rien d'autre qu'à gagner du temps, persuadés comme nous qu'il n'y a pas de solution à la crise. Versailles a été un sommet dérisoire, les Américains essayant d'imposer à l'Europe une limitation des échanges avec les pays de l'Est, les Européens essayant d'imposer à l'Amérique une diminution du loyer de l'argent. Double échec, et chacun aujourd'hui s'apprête à jouer sa partie en négligeant « les commissions de travail » destinées à ajuster les points de vue, et donc chacun sait qu'il s'agit de lieux propices pour enterrer les projets dérangeants.

A Versailles pas plus qu'à l'Élysée, aucune proposition sérieuse n'a été élaborée pour mettre fin à la crise — qui n'est pas comme d'autres le furent une crise d'adaptation du régime aux évolutions, mais une crise du régime lui-même. Le temps des matières premières bon marché, des bas salaires, des vastes marchés continentaux sans concurrence locale est révolu et le capitalisme libéral meurt de par le monde de l'effritement de ces bases sur lesquelles la bourgeoisie du siècle dernier l'a construit. Bien sûr, pour un temps, les classes dirigeantes parviendront encore à faire suer le burnou. Pour combien de temps ? Le temps qu'il faudra aux peuples pour se débarrasser des lois, des us et coutumes, des habitudes qui lui entament le cuir, le temps que mettra l'évolution à désagréger un peu plus ce monument promis au musée, le capitalisme libéral de papa ! Un temps qu'il ne dépend que de nous de raccourcir, en allant chercher à Versailles le boulanger, la boulangère et le petit mitron.

Maurice JOYEUX